

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
DÉSHÉRENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences Juridiques

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

le jeudi 1^{er} juin 1922, à 15 h. 30

PAR

E. RAMBOURG

AVOCAT

Président : M. HÉMARD, professeur.

Suffragants : { MM. MEYNIAL, professeur,
SENN, chargé de cours.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

A^{né} M^{or} LAROSE ET FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

1922

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**L'Université et la Faculté n'entendent donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
DÉSHÉRENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences Juridiques

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

le jeudi 1^{er} juin 1922, à 15 h. 30

PAR

E. RAMBOURG

AVOCAT

Président : M. HÉMARD, professeur.

*Suffragants : { MM. MEYNIAL, professeur,
SENN, chargé de cours.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

A^{DE} M^{SR} LAROSE ET FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, Rue Soufflot, PARIS 5^e

1922

LA DÉSHÉRENCE

INTRODUCTION

La question de savoir quels droits il faut reconnaître à l'Etat sur le patrimoine des particuliers dé-cédés préoccupe, aujourd'hui plus que jamais, les milieux parlementaires, financiers, économistes et juristes. L'opinion publique ne peut manquer de s'émouvoir d'un problème qui touche si vivement aux intérêts présents et futurs de chaque citoyen.

D'une manière générale, un droit de l'Etat à la succession des individus défunts peut se manifester sous trois formes : impôt, droit de successibilité, droit sur les biens sans maître.

On connaît l'importance grandissante de l'impôt successoral. Les accroissements qu'il a reçus proviennent de l'extension des besoins de l'Etat.

Simple droit de mutation à l'origine, il est devenu une taxe successorale.

Depuis le jour où la loi du 22 frimaire an VII en avait établi le principe, et pendant un certain temps après la promulgation du Code civil, l'impôt en

question était un impôt de mutation ordinaire frappant comme les autres une manifestation de la richesse privée, sans qu'il fût tenu compte des charges grevant les biens et n'absorbant jamais plus qu'une année de revenus procurés au successeur par sa nouvelle acquisition.

Or, si l'on envisage les impôts successoraux actuellement perçus, on remarque qu'ils sont perçus sur l'actif net des parts échues à chaque héritier, que le taux de la taxe a été gradué en tenant compte de la proximité ou de l'éloignement de l'héritier par rapport au défunt, qu'enfin et surtout l'impôt des successions a un caractère progressif, de telle sorte qu'il arrive au prélèvement d'une partie notable des biens transmis. Le prélèvement ne répond plus à la conception initiale de l'impôt de mutation.

Ce singulier développement de l'impôt successoral a fait naître l'idée de sa transformation au profit de l'Etat en un droit de successibilité. Lors de l'élaboration du Code civil suisse, cette idée a été nettement affirmée par M. Huber, chargé de la rédaction du premier avant-projet des successions. L'innovation la plus significative de ce projet fut d'accorder à l'Etat un droit héréditaire, même en présence de parents jugés assez proches du défunt pour lui succéder et de considérer la taxe successorale comme un droit de successibilité renforcé par un droit de

réserve. Cette conception, critiquée dans les commissions officielles, fut très atténuée par l'avant-projet de 1900 et effacée du projet définitif soumis en 1904 à l'Assemblée fédérale.

Il est une troisième forme du droit général de l'Etat sur les successions : c'est son droit sur les biens sans maître. Toutes les législations attribuent à l'Etat les biens héréditaires qui ne sont réclamés par aucun héritier.

Cette troisième forme peut d'ailleurs se combiner ou se cumuler avec les autres, ainsi que le montrent les textes de la législation française et des législations étrangères.

C'est cette troisième manifestation du droit de l'Etat qui va faire l'objet de notre étude.

Les articles du Code civil français relatifs à cette matière sont les suivants :

ART. 539. — « Tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au domaine public. »

ART. 713. — « Les biens qui n'ont pas de maître, appartiennent à l'Etat. »

ART. 723. — « La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes et les héritiers naturels. A leur défaut, les biens passent à l'époux survivant, et, s'il n'y en a pas, à l'Etat. »

ART. 724. — « ... L'époux survivant et l'Etat doivent se faire envoyer en possession. »

ART. 768. — « A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat. »

L'article 769 dispose que l'Administration des Domaines qui prétend droit à la succession doit faire apposer les scellés et faire dresser inventaire dans les formes prescrites pour l'acceptation des successions sous bénéfice d'inventaire. L'envoi en possession doit, aux termes de l'article 770, être demandé au tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur de la République. Enfin, l'article 772 décide que l'Administration des Domaines qui n'aurait pas rempli les formalités prescrites pourra être condamnée aux dommages-intérêts envers les héritiers, s'il s'en représente.

La lecture de ces textes montre que le Code civil n'a envisagé que deux formes du droit général de l'Etat sur la succession des individus : la successibilité, le droit aux biens vacants et sans maître.

La successibilité est le droit de déshérence qu'il faut se garder de confondre avec la vacance.

La vacance est l'état d'une succession abandonnée en fait, que personne, pas même l'Etat, ne réclame

et n'administre. A la demande de toute personne ayant des droits à faire valoir contre la succession, ou sur réquisition du ministère public, un curateur est nommé par le tribunal du lieu d'ouverture (art. 812). Il a la mission d'administrer et de liquider la succession, suivant les mêmes règles que l'héritier bénéficiaire (art. 814).

Une succession est en déshérence quand elle est attribuée à l'Etat à défaut d'héritiers, parce qu'il n'en existe pas ou que ceux qui existent ont renoncé. La déshérence est donc un état de droit, et un état définitif, sous cette seule réserve qu'il ne se présente pas d'héritiers durant une période de trente ans, tandis que la vacance est un état de fait, essentiellement provisoire, qui résulte de l'éloignement des héritiers appelés, de l'incertitude de leur résidence, ou de la renonciation des héritiers de la première ligne. L'Etat empêche la vacance quand il exerce son droit ; la succession n'est plus alors abandonnée, puisqu'elle est recueillie par l'Etat.

Le droit de déshérence est donc le droit qui appartient à l'Etat de s'attribuer les successions auxquelles ne se présente aucun héritier.

Mais ce droit n'est-il que le simple exercice de la souveraineté sur les biens sans maître ? Ou faut-il y voir un véritable droit héréditaire ? Telle est la question essentielle à dégager à la lumière de l'histoire et des textes.

La solution adoptée influera sur la détermination des conditions d'ouverture et d'exercice du droit de l'Etat, ainsi que sur celle de l'étendue même de ce droit.

Cette question de la nature du droit de déshérence se pose, non seulement sous l'empire de notre législation positive, mais aussi en législation. Si nous devons reconnaître à la déshérence, dans le Code civil français, le caractère d'un attribut de la souveraineté nationale, si l'article 768 n'est qu'une application aux transmissions par décès du principe général de l'attribution à la nation de la propriété des biens vacants et sans maître, posé par les articles 539 et 713, un système différent est consacré par les peuples voisins. En Allemagne et en Suisse, l'Etat se voit attribuer les successions en déshérence *jure hereditario*. Il nous faudra donc opposer les deux conceptions, mettre en relief les idées fondamentales dont elles procèdent l'une et l'autre, montrer les conséquences pratiques divergentes qu'elles entraînent, ou, au contraire, les points sur lesquels elles se rejoignent pratiquement. Nous pourrions alors nous demander s'il ne conviendrait pas que le législateur français admit désormais l'Etat aux successions en déshérence, à titre d'héritier.

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT DE DÉSHÉRENCE DANS L'HISTOIRE JUSQU'AU CODE CIVIL

Le droit de déshérence apparaît au cours de l'histoire comme un attribut de la souveraineté. A Rome, il appartient, sous la République, à l'Etat, puis aux empereurs. Après les invasions, le roi recueillit comme héritier du fisc impérial romain tous les droits régaliens de vacance et de déshérence. Le pouvoir des empereurs romains passa entre ses mains, mais avec la même nature. Puis la souveraineté s'émietta et se partagea entre les seigneurs qui l'exercèrent avec tous les droits qui y étaient attachés. Le droit de déshérence appartint au seigneur haut-justicier, le chef suprême, le souverain des terres et des hommes de sa haute justice.

Après quelques siècles d'anarchie féodale, le pouvoir royal renaquit. Pour supplanter la justice seigneuriale, les juristes royaux s'efforcèrent de faire prévaloir plusieurs principes contraires à la féodalité : toute justice émane du roi ; le roi est le souverain fief de tout le royaume. Mais dès que la royauté fut redevenue puissante, elle abandonna ces maxi-

mes et regarda la justice comme une délégation de la puissance publique, notion contraire à la patrimonialité des justices seigneuriales. Néanmoins, c'est par l'invasion des justices que le domaine royal s'empara des aubaines et des successions en déshérence.

A l'époque révolutionnaire, le droit de déshérence fut attribué à la nation.

SECTION I. — Droit romain.

Dans son état primitif à Rome, la propriété fut collective. L'idée que la propriété appartient, non à l'individu, mais au groupe social, eut une certaine durée et il fut admis que toute propriété particulière n'était qu'une concession de l'Etat qui conservait sur tous les biens une sorte de domaine éminent.

Cette conception originaire aurait eu logiquement pour conséquence le retour à l'Etat des biens en déshérence. En effet, le concessionnaire étant mort sans héritiers, le concédant, l'Etat, ne devait-il pas recouvrer la libre disposition de sa chose ?

Telle n'est pas cependant l'idée qui prévaut d'abord en droit romain.

A l'origine, une succession à laquelle personne n'est appelé ou qui a été répudiée par tous les appelés, est une *res nullius* et appartient au premier occupant qui en devient définitivement propriétaire par

l'*usucapio pro herede*. Celui qui, durant une année, a possédé, *animo domini*, les biens comportant la succession en déshérence, devient non seulement propriétaire des biens, mais encore héritier du défunt ; il est le continuateur de sa personne et de son culte, il a ses droits et ses obligations.

Le droit primitif fut modifié, sous Auguste, par la loi Julia Caducaria qui déféra au peuple les biens vacants (1). L'*usucapio* cesse peu à peu de s'appliquer aux biens vacants. L'usurpateur peut être dépouillé par le véritable héritier qui intente contre lui la *petitio hereditatis fictitia* créée par Hadrien. Marc-Aurèle organise le *crimen expilatæ hereditatis* contre celui qui s'est emparé sciemment d'une hérédité jacente. L'*usucapio* est ainsi devenue très dangereuse. Elle disparaît sous Justinien.

Le *crimen expilatæ hereditatis* et l'abolition de l'*usucapio pro herede* furent des sanctions efficaces de la loi Julia Caducaria.

Le droit de l'Etat s'ouvre lorsqu'il est certain qu'aucun héritier ou *bonorum possessor* ne réclame la succession et qu'il est probable qu'il n'en existe pas (2). Le conjoint lui-même prime l'Etat (3).

(1) Ulpien, 28, § 7 ; Gaius, 2, § 150.

(2) Code, X, t. 10, *de bonis vacantibus*, lois 1 et 4, loi 4 : « *Vacantia mortuorum bona tunc ad fiscum jubemus transferri, si multum ex qualibet sanguinis linea vel juris titulo legitimum reliquerit intestatus heredem.* »

(3) Code, livre VI, titre 18, *unde vir et uxor, lex unica* :

Le droit de succéder s'étendait jusqu'au septième degré de parenté (1). Justinien l'étendit jusqu'au dixième degré inclusivement (2).

Il arrivait même, en certaines hypothèses, que l'Etat recueillait des successions même en présence d'héritiers en ordre utile. Ainsi les biens acquis sur les prisonniers de guerre, ceux des Barbares, c'est-à-dire des étrangers avec lesquels Rome n'avait pas de traité de paix, appartiennent à la mort de ces personnes à l'Etat. De plus, le fisc de l'empereur a droit à une portion de l'hérédité des affranchis impériaux.

A partir de la dénonciation de déshérence d'une succession, faite par les avocats du fisc, à défaut de personnes plus diligentes, l'Etat a un délai de quatre ans pour exercer son droit d'option. En principe, nul ne peut pendant ce délai s'emparer des biens délaissés (3) ; cependant, comme l'Etat ne doit recueillir que l'excédent de l'actif sur le passif, si la succession est manifestement insolvable, les créanciers de l'hérédité ont le droit de s'opposer à la mise en possession

« *Maritus et uxor ab intestato invicem sibi in solidum pro antiquo jure succedant, quotiens deficit omnis parentium liberorum seu propinquorum legitima vel naturalis successio, fisco excluso.* »

(1) *Dig.*, L. IV, de gradibus et affnibus.

(2) *Inst.*, de successione cognaturum.

(3) *Dig.*, liv. 49, t. 14, loi 1, § 2.

de l'Etat ; ils peuvent, en effet, préférer vendre eux-mêmes les biens, dans l'espoir d'en tirer un prix plus élevé que si la vente était faite par le fisc. Si, à l'expiration des quatre années, l'Etat n'opte pas, il est déchu de son droit et la succession appartient au premier occupant (1). Le fisc ne peut plus l'accepter que si personne ne l'a fait et s'il ne viole aucun droit acquis.

L'Etat n'est pas héritier nécessaire des successions sans maître ; il peut les répudier. Un texte du *Digeste* (Liv. 49, tit. 14, loi 1, § 1) paraît au premier abord militer contre cette opinion : « *An bona quæ solvenda non sunt ipso jure ad fiscum pertinerent quæsitum est : Labeo scribit pertinere. Editum perpetuum scriptum est, quod ita bona veneant, si ex his fisco nihil acquiri posset.* » Mais il importe de préciser le sens de ce fragment.

Rappelons que l'édit successoral accordait un délai d'un an, en ligne directe, et de cent jours, en ligne collatérale, pendant lesquels les héritiers devaient prendre une décision. Ce délai expiré, les biens passaient au fisc (*bona vacantia fisco sunt delata* (2)), ce qui signifie que le fisc en était saisi de plein droit. Dès que la vacance des successions était certaine, soit qu'il n'y eut pas d'appelés, soit que

(1) *Dig.*, liv. 44, t. 3, loi 10, § 1.

(2) *De succession. adit.*, loi 1.

tous les appelés eussent renoncé, le fisc se trouvait saisi de plein droit : telle est la signification du fragment reproduit plus haut. Mais il n'en résulte pas que le fisc soit tenu d'accepter : de même que tout héritier, il est libre de renoncer à l'avantage qui lui est offert.

Comme tout héritier, l'Etat acceptant a le droit d'intenter la *petitio hereditatis* et d'exercer les droits du défunt contre les débiteurs de la succession. Mais l'Etat n'est qu'un simple successeur aux biens, il ne continue pas la personne du *de cuius*, et par conséquent il supporte des obligations moins lourdes qu'un héritier ordinaire : il ne prend que *quod aeri alieno superest* (1), ce qui explique la faculté accordée aux créanciers de vendre eux-mêmes les biens en cas d'insolvabilité notoire de la succession. L'Etat ne paie les dettes qu'*intra vires* (2), mais il est soumis à toutes les autres obligations de l'héritier ; il doit notamment payer les intérêts d'une dette de la succession ou d'un legs, à partir de la mise en demeure (3).

L'Etat est administrateur, et non propriétaire, des successions en déshérence ; la succession est en quel-

(1) *De jure fisci*, loi 11.

(2) *Dig.*, liv. 49, tit. 14, loi 11 : « *non possunt ulla bona ad fiscum pertinere, nisi quae creditoribus superfutura sunt ; id enim bonorum cuiusque esse intelligitur, quod aeri alieno superest.* »

(3) *Dig.*, liv. 49, tit. 14, loi 14.

que sorte entre ses mains un dépôt qui lui confère le droit de percevoir les fruits, mais non d'aliéner définitivement. En effet, la loi 13, § 9, liv. 3, tit. 31, au Code, *de petit. hered.*, donne à l'héritier préférable envoyé en possession le droit de revendiquer contre les tiers un immeuble aliéné ; cet acte de disposition était donc interdit à l'Etat.

Les successions en déshérence étaient attribuées au *fiscus*, plus tard, elles allèrent à la *res privata*, qui correspond à notre domaine actuel.

Ce simple aperçu d'histoire romaine fait apparaître l'idée générale que nous retrouverons constamment au cours de notre étude, à savoir que le droit de recueillir les successions en déshérence est un des attributs de la souveraineté et n'appartient qu'à celui qui en est investi. Sous la République, c'est le peuple qui était souverain ; sous l'Empire, ce fut l'empereur. Mais sous la République, on ne songea pas à utiliser ces droits profitables de la souveraineté. Le besoin d'augmenter les ressources de l'Etat poussa, au contraire, l'Empire à les utiliser, et à attribuer au fisc tous les biens vacants, et, en particulier, les successions en déshérence.

SECTION II. — Ancien droit.

Dans l'ancien droit, le droit de déshérence appartient d'abord aux rois francs, héritiers des empereurs

romains. Mais le roi ayant fait l'honneur aux ducs, marquis, comtes et autres seigneurs de son royaume, de leur communiquer droit de haute, moyenne et basse justice en leurs terres et seigneuries, ceux-ci ont repris, peu à peu, sous prétexte de haute justice, le droit de déshérence aux rois de la deuxième race. Enfin, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, la royauté reprit à son tour ce droit aux seigneurs pour ne plus l'abandonner jusqu'à la Révolution.

L'appropriation par les seigneurs justiciers des successions en déshérence fut difficilement soufferte par les agents du roi qui la contestèrent en droit et en fait. En droit, ils durent céder contre la coutume écrite et la possession, mais néanmoins ils protestèrent.

Bacquet (1) s'exprimait ainsi : « Combien que le droit de déshérence ou des biens vacants par la disposition du droit commun appartienne au roi seul, suivant le texte *in titulo quæ sunt regalia, in usibus feudorum* ; ... *nullusque in Gallia fiscum habeat præter regem*, qui est seul souverain et empereur au royaume. Et pour montrer qu'au roi seul appartient le droit de déshérence, au cinquième livre de Cassiodore, il y a une épître de Théodoric, roi d'Italie, qu'il écrit au proconsulaire en la Dalmatie, contenant ces mots : *Et quia caduca bona nostro*

(1) *Du droit de déshérence*, chap. II, n° 1.

fisco competere legum cauta decreverunt, ... te admonemus ut... fisci nostri eam facias aggregari... »

En fait, les seigneurs jouissent peu du bénéfice des déshérences ; les gens du roi élèvent à ce sujet mille chicanes dont les bureaux de finances étaient juges. Cette compétence avait été fondée par les feudistes domaniaux sur des textes du droit romain.

« Le plus souvent, dit encore Bacquet (1), le roi et le haut justicier concourent en scellés, prétendant respectivement l'hérédité jacente. Aussi, en cette concurrence, le haut justicier est tenu venir plaider devant le juge royal, tout aussi anciennement qu'à Rome, *quoties contentio erat inter fiscatum et privatum, procurator Cæsaris adeundus erat*. Ainsi qu'à présent, messieurs du Trésor connaissent seulement des causes fiscales et domaniales entre le procureur du roi et les particuliers, tellement qu'ils sont *veri procuratores Cæsaris*, et par devant le juge royal, le haut justicier est tenu de faire apparoir de son droit de justice, s'il lui est dénié par le procureur du roi, comme le plus souvent. »

Au droit de déshérence se rattachaient intimement les droits d'aubaine et de bâtardise (2). Ces droits

(1) *Op. cit.*, n° 6.

(2) Viollet, *Histoire du droit civil français*, 1905, p. 365 et suiv. et p. 913 ; Loyseau, *Traité des seigneuries*, chap. XII, n° 106.

attribuaient aussi au roi la propriété ou la possession des biens d'une personne défunte. Les aubains ou étrangers n'avaient pas le droit de tester en France et, après leur mort, leurs biens devenaient la propriété du roi, à moins qu'ils n'eussent des enfants qui consentissent à devenir régnicoles. Sous les rois de la deuxième race, les aubains sont même traités comme serfs, et c'est une raison majeure pour qu'ils ne puissent avoir d'autre successeur que leur seigneur. Il en est de même des bâtards, mais il s'agit, en ce qui les concerne, d'un véritable droit de déshérence. En effet, les bâtards, n'ayant pas de famille, laissent, à leur mort, leurs biens vacants : ceux-ci reviennent donc au fisc (1).

Or le domaine royal réussit plus complètement à dépouiller les seigneurs justiciers du droit de succéder aux bâtards et aux aubains. Dès le règne de Philippe le Bel, les seigneurs se plaignent de toutes parts de ce que les agents du roi s'emparent de leurs aubains et de leurs bâtards. Une ordonnance de 1301 fait droit à leurs plaintes, mais soumet leur droit à l'appréciation d'un homme idoine (*aliquem idoneum virum*) nommé par le roi. Le droit des seigneurs se trouve dès lors très compromis, mais c'est seulement

(1) Les Etablissements de Saint-Louis reconnaissent aux seigneurs le droit de déshérence dans les successions des bâtards, chap. 95 ; Beaumanoir, chap. 43, exprime la même règle.

au xvr^e siècle qu'il est contesté dans son principe même ; à partir de cette époque, les droits du roi ne cessent de s'étendre aux dépens de ceux des seigneurs (1) ; cependant les droits des seigneurs hauts-justiciers sont reconnus encore à la veille de la Révolution et le droit de bâtardise n'est aboli à leur égard que par le décret des 13-20 avril 1791.

Lorsqu'une succession en déshérence s'ouvre dans une seigneurie, elle appartient au seigneur haut-justicier. Celui-ci succède aux biens de son sujet demeurant en sa haute justice ; si le défunt n'était pas son sujet et n'était pas domicilié dans sa haute justice, il a cependant vocation aux biens situés en son territoire justiciable. Quant au moyen, au bas justicier et au seigneur féodal, la coutume ne leur accorde aucun droit sur les successions en déshérence.

Le droit du fisc ne s'ouvre qu'à défaut de tout autre. Pour qu'il y ait déshérence, il faut donc qu'il n'existe aucun parent du *de cujus*, soit dans la ligne paternelle, soit dans la ligne maternelle. Mais cette règle n'a pas été admise sans difficulté.

Le différend sur cette question venait de ce que certaines coutumes, dans le but de conserver les biens dans les familles, pratiquaient la maxime *paterna paternis, materna maternis*, en vertu de la-

(1) Voir Henrion de Pansey, *Dissertations féodales*, V^e Bâtardise ; Loyseau, *Des seigneuries*, chap. XII, n^o 109.

quelle il était permis de regarder l'héritier appelé dans une ligne comme étranger à l'autre ligne et complètement incapable de recueillir les biens y afférents. Par suite de ce partage absolu de la succession en deux parts, l'une revenant à la ligne paternelle, l'autre à la ligne maternelle, sans aucune dévolution possible d'une ligne à l'autre, le fisc était appelé à défaut de parents dans une ligne et à l'exclusion des parents de l'autre ligne (Coutume de Bretagne, art. 595 ; de Normandie, art. 245 ; d'Anjou, art. 268, etc.). Cette exclusion des héritiers du sang par le fisc était odieuse. D'ailleurs elle n'était en aucune manière justifiée par la règle *paterna paternis, materna maternis*, cette distinction n'ayant été introduite que dans le but, en cas de concurrence entre les parents paternels et maternels du défunt, de conserver les héritages dans les familles dont ils procédaient, et non pas dans le but d'exclure les successibles qui ne sont pas de la ligne au profit du fisc. Aussi la question fut-elle généralement résolue, au xvi^e siècle, en faveur des héritiers du sang (1).

(1) Ferrière, *Coutume de Paris*, sur l'article 167 ; Loyseau, *Traité des seigneuries*, n^o 103 ; Bacquet, *Traité du droit de déshérence*, chap. IV, n^o 14. Ce dernier auteur cite dans le même sens les arrêts des 28 mai 1566, 10 mai 1572, juin 1589, etc.. Cependant l'évolution n'était pas complètement achevée à cette époque et, dans certaines coutumes (Anjou, Maine), le seigneur était encore, à la veille de la Révolution, préféré aux

Le droit de déshérence ne s'ouvre que par le défaut d'héritiers dans les deux lignes, et même en cas de défaillance complète, le fisc peut encore être écarté par le conjoint survivant. Il importe peu que la veuve soit remariée, et même que son mariage n'ait pas été valable, si elle est de bonne foi (1). Sur ce point le droit coutumier a suivi le droit romain qui, sans admettre la femme à la succession en droit civil, lui accordait la *bonorum possessio* (2).

Pour exclure l'Etat, il suffisait de prouver sa parenté avec le défunt. Comment se faisait cette preuve ? La jurisprudence se contentait de la commune renommée, c'est-à-dire d'un des éléments de la possession d'état (*fama, tractatus, nomen*). De plus, Dumoulin, sur l'article 32 de la Coutume de Tours, ajoute qu'il suffit pour succéder d'être *in quasi possessione parentelae* (3). On était plus sévère, en matière de preuve, lorsque plusieurs personnes se disputaient une succession à titre de parents, que dans le cas où il s'agissait seulement d'exclure le fisc.

parents de l'autre ligne. Viollet, *Histoire du droit civil français*, 1905, p. 853, 854 et les références données en note.

(1) Chopin, *De Domanio*, chap. XIII ; Serres, *Institution au droit français*, liv. 3, tit. 5.

(2) En ce sens : Coutume du Poitou, art. 299 ; du Berry, chap. IX, art. 8. En sens contraire, Coutume du Bourbonnais, art. 328.

(3) Cf. sur cette question : Merlin, *V° Succession*.

Dans la première hypothèse, il fallait établir légalement sa généalogie ; les actes de naissance et de mariage, les partages, les testaments, étaient les preuves les plus certaines en cette matière, et, en règle générale, les preuves écrites étaient seules admises. Mais, quand il n'était question que d'exclure le fisc, la parenté pouvait être établie par de simples indices, par exemple, la renommée, une reconnaissance écrite ou verbale du *de cuius* (1).

Le seigneur qui recueille une succession en déshérence a tous les droits du *de cuius*. Par contre, il doit payer les dettes successorales ; mais il n'est que successeur aux biens, il n'est pas le continuateur de la personne et par conséquent il n'est tenu qu'*intra vires hereditatis*. S'il y a concurrence de plusieurs seigneurs à la même succession, chacun paie les dettes, en proportion de ce qu'il recueille. Lorsqu'un créancier chirographaire ignorait combien il y avait de seigneurs participant à la déshérence, et dans quelle proportion chacun y participait, l'usage était de faire nommer aux biens vacants un curateur contre lequel ils exerçaient leurs poursuites (2). Il n'était pas douteux, d'ailleurs, que chaque seigneur

(1) Serres, *Institution au droit français*, liv. 3, t. 5 ; Brodeau, *Notes sur les arrêts de Louet*, lettre F, § 22, cite en ce sens un arrêt du 22 mai 1622.

(2) Chopin, *De dominio*, chap. XII, n° 12.

qui trouvait, dans sa haute justice, des héritages tombés en déshérence, fût obligé aux dettes hypothécairement pour le tout.

Si quelque parent venait à se présenter, le seigneur devait lui rendre les biens, pourvu que la réclamation fut faite dans les trente ans. Mais l'héritier devait produire la preuve de sa parenté, dans les conditions que nous avons indiquées ; s'il justifiait sa demande, il obtenait la mainlevée des biens saisis par le seigneur.

Les règles précédentes s'appliquèrent, dans leur généralité, aux successions en déshérence recueillies par le roi. La question s'était posée de savoir si des biens, échus au seigneur ou au roi, pouvaient être prescrits contre eux ? Il y eut controverse. Certains auteurs admettaient la prescription de vingt ans ; ce délai expiré, le procureur du roi ou le procureur fiscal du seigneur ne pouvait plus se mettre en possession des biens (1). D'autres admettaient la prescription de quarante ans. Mais l'opinion commune regardait la prescription de trente ans comme suffisante (2).

(1) Cf. en ce sens un arrêt du 8 juin 1576 cité par Bacquet, *Traité du droit d'aubaine*, chap. XXIII.

(2) Bacquet, *loc. cit.*

SECTION III. — Droit révolutionnaire.

Les lois du 4 août 1789 firent disparaître le régime féodal et les justices seigneuriales.

La loi du 22 novembre-1^{er} décembre 1790 déclara la nation propriétaire du domaine. C'est donc désormais à l'Etat qu'appartiendront les successions en déshérence. L'article 3 dispose ainsi : « Tous les biens et effets, meubles ou immeubles, demeurés vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers légitimes, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à la nation. »

Même avant cette loi, le droit de déshérence avait cessé d'exister au profit des seigneurs par suite de la disparition des justices seigneuriales. Aussi l'article 7 de la loi du 13-20 avril 1791 déclare expressément que les seigneurs ont perdu la jouissance du droit de déshérence à partir de la publication des lois du 4 août 1789. L'article 8 de la même loi de 1791 leur a néanmoins conservé les biens dont ils avaient pris publiquement possession, « lorsqu'ils auraient fait les publications et rempli les formalités requises par les coutumes pour la prise de possession de ces sortes de biens (1) ». Merlin écrit à ce sujet : « Mais en ôtant au droit de déshérence sa qualité de droit

(1) Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, V^o *Déshérence*.

seigneurial, les lois du 4 août 1789 et du 13-20 avril 1791 ne l'ont pas supprimé ; elles l'ont au contraire rétabli dans sa nature primitive, elles lui ont rendu son caractère de droit de souveraineté, et dès lors, l'Etat en a seul l'exercice. » L'auteur du *Répertoire de jurisprudence* commet ici une erreur. Les lois de la Révolution n'ont pas pu rendre au droit de déshérence son caractère de souveraineté, pour la simple raison que, ce caractère, il ne l'avait jamais perdu : c'est en leur qualité de détenteurs du pouvoir souverain, en effet, que les seigneurs avaient joui du droit de déshérence.

SECTION IV. — Code civil.

Les textes relatifs à la matière ont été cités au début de cette étude.

L'article 539 fait rentrer les déshérences dans le domaine public. L'édition du Code de 1804 terminait l'article 539 par ces mots : « appartiennent à la nation ». L'édition de 1807 les a remplacés par ceux-ci : « appartiennent au domaine public », qui ont été conservés dans l'édition de 1816.

Le législateur de 1807 n'a-t-il pas commis une erreur ? Les biens du domaine public sont affectés à un usage ou à un service public et ils sont inaliénables et imprescriptibles ; tel n'est pas le cas pour les successions en déshérence qui tombent donc, non

pas dans le domaine public, mais dans le domaine privé. Toutefois, il importe de remarquer que, dans le chapitre 3 du titre I^{er}, livre II, du Code civil, le législateur ne s'occupe pas de répartir dans le domaine public ou dans le domaine privé les différents biens qu'il énumère ; il les distingue seulement des biens qui sont la propriété des particuliers, et il les qualifie indistinctement de biens de l'Etat, biens de la Nation, domaine public, domaine privé. Ces expressions sont donc, en cet endroit, synonymes de domaine national, opposé à la propriété privée.

C'est l'administration des Domaines, aujourd'hui réunie à l'Enregistrement, qui est appelée à exercer les droits de l'Etat (art. 769 et 772).

CHAPITRE II

LA NATURE DU DROIT DE L'ETAT DANS LE CODE CIVIL ET EN DROIT ALLEMAND ET SUISSE

Le problème de la nature des droits de l'Etat sur les successions en déshérence se rattache étroitement à celui du fondement du droit successoral (1).

Si l'on considère le droit de transmettre ses biens, à cause de mort, comme un attribut essentiel du droit de propriété individuelle, on donne le premier rang à la succession testamentaire et on ne règle la dévolution des biens du défunt qu'en s'inspirant des préférences qu'il aurait vraisemblablement manifestées s'il avait fait son testament. Cette conception tend naturellement à exclure l'Etat du nombre des héritiers. Car, comment présumer qu'un individu ait eu le désir de voir son patrimoine passer à l'Etat ? Lorsque la collectivité recueille la succession, c'est donc en l'absence de toutes personnes choisies ou pouvant être choisies par le *de cujus*, en vertu des

(1) Fildermann, *La nature juridique de la transmission par décès et la succession des parents légitimes*. Thèse Paris, 1909. Roguin, *Droit civil comparé, Les successions*, t. 2, 1908, p. 348 et suiv.

droits de souveraineté de l'Etat, seul qualifié pour recueillir les biens vacants.

Au contraire, une conception du droit successoral fondée sur les nécessités de la vie sociale prendra surtout en considération les devoirs de l'individu envers la collectivité. Il en résulte que l'Etat sera nanti de droits d'autant plus importants que les devoirs du *de cujus* envers ses parents ou d'autres collectivités seront moins impérieux, et il recueillera tout ou partie de la succession à titre d'héritier. Or une telle conception s'est formée au cours du xix^e siècle. Peu à peu, la notion traditionnelle de la famille et de l'affection présumée du défunt, regardée comme base du droit successoral, s'est effritée. Les transformations économiques, morales, sociales des conditions de la vie ont réduit le cercle familial à un groupe étroit qui a lui-même subi l'intervention d'organes collectifs. L'Etat, surtout, a voulu surveiller l'accomplissement des devoirs réciproques des membres du même groupe et s'est même substitué à eux en cas d'inobservation de ces devoirs. D'autre part, le développement du socialisme a mis en question le principe même de l'hérédité et conduit les partisans de celle-ci à chercher des justifications nouvelles et à rejeter ses applications les moins justiciables. Alors apparut l'idée d'après laquelle les biens d'un individu doivent être répartis à sa mort

conformément à ses devoirs (1) ; elle tendait à multiplier les successions susceptibles d'être entièrement recueillies par l'Etat. En même temps, une autre idée se développait, l'idée de solidarité. Si l'on pense que tout homme naît débiteur de la société, que sa dette envers elle s'accroît à mesure qu'il s'instruit, s'enrichit et exerce son activité sous sa protection, qu'elle augmente aussi lorsque l'individu reçoit de la société des secours que ses proches lui ont refusés ou ont été impuissants à lui procurer (2), il est juste d'affirmer que l'individu doit à sa mort acquitter sa dette envers la société en lui laissant recueillir sa succession, immédiatement après ses propres parents, et à titre d'héritière.

En un mot, la conception individualiste du droit successoral, fondée sur l'idée de famille et d'affection présumée du défunt conduit à regarder le droit de l'Etat sur les successions en déshérence comme une manifestation de sa souveraineté. Au contraire, la conception nouvelle, qui peut être qualifiée de soli-

(1) Cette idée a paru la meilleure justification de la réserve (Batie, *Revue critique*, t. 28, p. 140 ; Planiol, t. 3, n° 1700), et du droit de succéder de certains proches parents non réservataires (Laurent, t. 8 p. 603 ; Vallier, *Fondement du droit successoral en droit français*. Thèse Paris, 1903, n°s 878 et suiv.

(2) Bourgeois, *Solidarité*, 3^e édit., 1907, p. 80 et suiv., 121 et suiv.

dariste, tend à reconnaître à l'Etat sur les successions dont il s'agit un véritable droit héréditaire.

A la première conception se rattache le droit civil français ; à la seconde, les législations récentes de l'Allemagne et de la Suisse (1).

SECTION I. — Le droit positif français.

La nature du droit de l'Etat sur les successions en déshérence a donné lieu, sous l'empire de notre législation positive, à deux théories :

1° L'Etat recueille à titre de souverain ;

2° L'Etat recueille à titre d'héritier.

Le premier système s'est d'abord présenté sous une forme certainement inadmissible. L'Etat serait le créateur de la propriété individuelle et aurait un droit éminent de propriété sur tous les biens individuels situés sur son territoire. La déshérence ne serait qu'un aspect particulier de ce droit général. Il n'y a pas lieu de s'attarder à la critique d'une semblable conception qui, au nom de J.-J. Rousseau, serait la résurrection de la « directe universelle » de nos anciens rois. Contentons-nous d'observer qu'elle n'a jamais été sanctionnée, même à l'époque révolutionnaire, et qu'elle a été formellement repoussée par la Cour de cassation en 1857 (2). Loin

(1) Roguin, *loc. cit.*

(2) Cass., 23 juin 1857, S. 1857.4.399, et le rapport subs-

de verser dans une pareille exagération, la doctrine a généralement admis que, dans l'état actuel de notre droit, l'Etat successeur irrégulier comme le conjoint ne recueille pas à titre d'héritier comme lui, mais à titre de souverain, en vertu de ses pouvoirs de police qui sont identiques, en présence d'une universalité, ou de biens isolés à l'abandon (1).

Tel est aussi le point de vue auquel s'est en général placée la jurisprudence. Il apparaît dans la plupart des arrêts rendus en cette matière (2). C'est en vertu d'un droit de souveraineté, disent-ils plus ou moins expressément, et non à titre d'héritier, que tout Etat recueille les biens d'un individu décédé sans laisser de successible et en dispose. L'Etat n'est pas un héritier, car il acquiert en vertu d'un titre qui suppose qu'il n'y a pas d'héritier. Sans doute il a une situation analogue à celle d'un héritier parce qu'il re-

tantiel du conseiller Laborie, ainsi que les arrêts cités en note.

(1) Laurent, t. 9, p. 1888; Demolombe, t. 14, n^{os} 177 et suiv.; Huc, t. 5, n^o 139; Planiol, t. 3, n^o 1922; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. 1, n^o 658; Vallier, *Fondement du droit successoral en droit français*, n^{os} 743 et suiv.

(2) Paris, 15 novembre 1833, D. 1834.2.2; Bordeaux, 12 février 1852, D. 1854.2.154; Cass. req., 28 juin 1852, S. 1852.1.537; Paris, 14 février 1890, D. 1891.2.273; Tananarive, 30 juin 1909, *Gaz. Trib.*, 28 août 1909, *Rev. trim. de dr. civ.*, 1910, p. 451; Cass. civ., 14 février 1911, *Rev. trim.*, 1911, p. 481.

cueille une universalité juridique ; étant *loco heredis* il ne peut être exclu absolument de toutes les dispositions légales qui se servent de l'expression *héritier*. Mais il n'en est pas moins vrai que, juridiquement, le titre de l'Etat est un titre de souveraineté, non un titre d'hérédité.

Dans l'opinion jurisprudentielle, l'article 768 est la reproduction de l'article 713 suivant lequel « les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat », et de l'article 539, attribuant au Domaine public les biens vacants et sans maître, en même temps que ceux des personnes décédées sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées.

Mais une autre opinion s'est manifestée dès la fin du xix^e siècle et au commencement du xx^e. Quelques auteurs ont soutenu que l'Etat serait en France, et sous le régime du Code, appelé aux successions, non en vertu d'un droit de souveraineté, mais *jure hereditario* au même titre, quoique avec un rang inférieur, que les autres héritiers ; et cette idée a été accueillie en 1901 par un arrêt de la Cour de Paris du 13 décembre 1901 (1).

C'est surtout à propos des clauses d'exhérédation

(1) Dalloz, 1902.2.177, et la note de M. Ambroise Colin ; Greiff, *Droits de l'Etat en matière de succession*, Thèse Paris, 1888 ; Deloume, *L'Etat considéré comme successeur aux biens*, Thèse Toulouse, 1898 ; Dubourg, *L'Etat héritier*, Thèse Paris, 1907.

que l'opposition entre les deux conceptions du droit de l'Etat s'est manifestée dans la jurisprudence. Nous traiterons ultérieurement cette question délicate et nous analyserons les décisions qui lui ont donné une solution. Contentons-nous, pour l'instant, d'indiquer qu'un arrêt de la Cour de cassation du 17 novembre 1863 s'est rattaché à l'idée de l'Etat souverain (1), tandis qu'un jugement du Tribunal de la Seine du 23 novembre 1916 et un arrêt de la Cour de Rouen du 22 mars 1918 ont plutôt paru accepter celle de l'Etat héritier (2).

Sans nous demander actuellement quel est, des deux systèmes exposés, celui qui semble préférable au point de vue rationnel ou législatif, nous voulons seulement rechercher quel est celui qui cadre avec notre présente législation.

Or, il nous paraît que la théorie de l'Etat héritier n'est guère soutenable en tant qu'interprétation du droit positif français.

Une première observation n'est pas inutile ici. Il est évident que la portée pratique du droit reconnu à l'Etat par l'article 768 sera d'autant plus grande que le cercle des parents successibles sera plus restreint. Or, les conceptions traditionnelles du droit

(1) S. 1864.1.5.

(2) *Gaz. Trib.*, 9 mars 1917 et 6-7 juin 1918. Cf. *infra*, chap. III, sect. I, p. 53 et suiv.

français sur ce point sont à la vérité peu favorables à l'Etat.

Déjà sous l'ancien droit, nos coutumes, inspirées du principe de la conservation des biens dans les familles, ne reconnaissaient un droit de déshérence à l'Etat qu'à défaut de parents connus, si éloignés fussent-ils ; on se contentait même, nous l'avons vu, par faveur pour le droit familial, de la quasi-possession de l'état de parent.

A l'époque révolutionnaire, Durand de Maillane fit une tentative originale pour limiter la successibilité au septième degré et faire accorder à l'Etat un droit de successibilité, en concours avec les autres héritiers, basé sur son droit de copropriété. Cette conception était en pleine harmonie avec le principe admis par les hommes de la Révolution et suivant lequel l'organisation du droit successoral est l'œuvre de la loi et doit être faite en considération de l'intérêt général (1).

La Convention ne fixa pas pourtant de degré successible limite : plutôt que d'attribuer les biens au fisc, elle préféra les attribuer aux parents, même les

(1) Vallier, *op. cit.*, n° 309 et suiv. ; Aron, *Etude sur les lois successorales de la Révolution*, *Nouvelle Revue historique*, 1904, p. 444 et suiv., 585 et suiv. ; 1903, p. 673 et suiv. ; Saint-Just, *Institutions républicaines de Saint-Just*, t. 35, p. 304 ; Cassin, *La conception des droits de l'Etat en matière successorale dans les projets du Code civil suisse*, p. 11.

plus éloignés, et cela, pour deux raisons : la première, qui fut exprimée publiquement, est que les collectivités administrent mal les biens qui leur sont dévolus ; la seconde, c'est que les parents sont les individus les plus naturellement appelés à la succession (loi du 17 nivôse, an II).

« Ce n'est pas en 1804, dit M. Cassin (1), auquel nous empruntons ces considérations historiques, à une époque où l'on cherchait à faire œuvre de transaction entre l'ancien droit et le droit révolutionnaire, qu'on pouvait s'inspirer de sentiments plus généreux pour l'Etat. Aussi la limitation de la successibilité des parents au douzième degré en ligne collatérale ne fut-elle pas dans le Code civil le signe de la reconnaissance d'un droit véritable de l'Etat à recueillir les biens des individus, en l'absence de proches. Cette limitation n'a eu, de l'aveu de ses auteurs, qu'un motif d'ordre pratique : la difficulté de prouver la parenté au delà d'un certain degré, les risques de procès, d'embarras et de partages sans nombre intervenus au sujet d'une même succession. »

Les auteurs du Code civil, comme leurs prédécesseurs, ont considéré que « l'intérêt public est dans la bonne organisation de chaque famille, car il en

(1) Cassin, *op. cit* , p. 11.

résulte la bonne organisation de l'Etat ». Et les motifs invoqués dans les travaux préparatoires du Code pour attribuer à l'Etat les successions en déshérence ont été les mêmes que ceux fournis à l'appui des articles 539 et 713, qui attribuent les biens vacants et sans maître à l'Etat. Dans les deux cas, on a pensé à « prévenir les désordres qu'entraîneraient les prétentions de ceux qui s'efforceraient d'être les premiers occupants » (1). C'est un but de police, de paix sociale qui a été poursuivi.

Sans doute le principe de la parenté n'a pas, même dans le Code civil, un caractère absolu. Des personnes étrangères à la descendance légitime (l'enfant naturel, art. 756 et suiv. ; l'enfant adoptif, art. 350), même étrangères à la famille (le conjoint survivant, art. 767), possèdent un droit de successibilité. L'idée de la communauté du sang est donc tempérée par celle d'affection présumée. Mais cette dernière idée elle-même n'est pas favorable à l'Etat. Ainsi que l'a dit M. Cassin (2), « si en 1891 et en 1896, nos législateurs ont développé et affermi les droits du conjoint survivant et de l'enfant naturel, au nom de cette idée et au nom des devoirs qui incombent à chaque individu envers les membres du cercle familial étroit qui l'entourent, cette double modifica-

(1) Siméon dans Fenet, t. 12, p. 229-233.

(2) Cassin, *op. cit.*, p. 12.

tion de notre droit positif n'a été suivie d'aucune modification corrélative au profit de l'Etat. Les parents légitimes ont vu leur place diminuée au profit de membres de la famille au sens social et actuel du mot, mais non point au profit de la collectivité ».

Il est donc permis de conclure que, au triple point de vue de l'idée de parenté, de l'idée d'affection présumée, et de l'utilité sociale, politique ou économique, les rédacteurs du Code civil ont considéré les individus proches du défunt comme les plus aptes à recueillir ses biens et n'ont déferé la succession à la collectivité que lorsqu'il était impossible de l'adéferer à des particuliers ayant un titre quelconque à ce bénéfice.

On peut d'ailleurs apercevoir, dans les dispositions du Code civil relatives à la réserve et à la quotité disponible, la même indifférence pour l'Etat. Le droit révolutionnaire avait déjà montré cette indifférence en ne limitant pas la quotité disponible en l'absence de tous collatéraux, en présence de l'Etat. Quant à l'attribution d'une réserve faite par le Code civil aux descendants et aux ascendants, elle ne présente rien qui milite en faveur de la limitation du droit de disposer au préjudice de l'Etat. D'autre part, en décidant « qu'à défaut d'ascendants ou de descendants, les libéralités par acte entre vifs ou testamentaires pourront épuiser la quotité disponi-

ble », l'article 916 a laissé aux individus la possibilité de disposer de leurs biens au profit de l'Etat. Mais la pratique de tout un siècle a montré que c'est plutôt contre l'Etat que les individus usent de leur liberté de tester. Leur crainte de voir leurs biens tomber dans la caisse du fisc est si grande qu'ils se servent souvent du testament en vue d'exclure l'Etat, lorsqu'ils savent n'avoir pas de parents (1). La liberté de tester a encore diminué pour la collectivité française les chances de recueillir des successions.

Les conclusions qui découlent de tout cet exposé sont donc bien peu favorables à l'Etat. Ces conclusions doivent-elles être modifiées par suite d'une disposition législative récente qui est venue restreindre le groupe des parents successibles ?

L'article 17 de la loi du 31 décembre 1917 (*Journal officiel* du 1^{er} janvier 1918) sur les douzièmes provisoires contenait cette disposition très importante : « A l'expiration du délai de 6 mois après la cessation des hostilités, le paragraphe 1^{er} de l'article 755 du Code civil sera ainsi modifié :

(1) Planiol, *Droit civil*, t. 3, n° 1818. Il convient de remarquer que l'absence de dispositions fixant une affectation spéciale et d'utilité générale aux biens recueillis par l'Etat en vertu de l'art. 768 est pour quelque chose dans cette méfiance des testateurs (Cassin, *op. cit.*, p. 14).

« Les parents collatéraux au delà du sixième degré ne succèdent pas, à l'exception, toutefois, des descendants des frères et sœurs du défunt.

« Toutefois, les parents collatéraux succèdent jusqu'au douzième degré lorsque le défunt n'était pas capable de tester et n'était pas frappé d'interdiction légale » (1).

Ainsi a été réalisée très rapidement (2), pour des raisons purement fiscales, une grave réforme qui avait été maintes fois proposée antérieurement. La plupart des jurisconsultes et des économistes avaient reconnu

(1) Rapport de la Commission de législation fiscale (Landry), 6 décembre 1917, *J. off.*, Doc. parl., p. 170. Discussion à la Chambre, 21 décembre 1917, *J. off.* du 22, Déb. parl., p. 3429 et suiv.

(2) La rapidité, le manque de réflexion, avec lesquels cette loi importante a été votée, se manifestent dans la rédaction de l'exception prévue par le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}, dont l'absurdité éclate à première vue. En effet, les descendants des frères et sœurs du défunt, parents de celui-ci au septième degré, ne sont et ne peuvent être que les petits-enfants des arrières-petits-neveux du *de cujus* dont cinq générations les séparent. En ne comptant que pour vingt-cinq années, chiffre notoirement insuffisant, chaque génération, on s'aperçoit que, pour se réaliser, le cas prévu par la loi exigerait une différence de 125 années au minimum entre le défunt et ces héritiers au septième degré dont le législateur a entendu sauvegarder les précieux intérêts. Intérêts bien hypothétiques, on le voit, car hélas, la vie humaine est beaucoup plus courte que le législateur ne semble se l'être figuré, lorsqu'il introduisait dans la loi une exception qui n'est que baroque et qui, vraisemblablement, n'aura jamais l'occasion de s'appliquer.

que la limite de la successibilité en ligne collatérale fixée au douzième degré par le Code civil, sous l'unique prétexte de la difficulté des recherches généalogiques au delà de ce degré, ne répondait plus aux conditions actuelles de la famille. Tous réclamaient un notable abaissement de cette limite (1).

Si nous négligeons les propositions déjà anciennes émises dans le sens d'une limitation de la successibilité des collatéraux (2), pour nous en tenir au xx^e siècle, nous voyons qu'en 1903, M. Klotz (3) avait demandé que la succession en ligne collatérale fut limitée au quatrième degré. M. Poincaré, ministre

(1) Laurent, t. 8, p. 563 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. 1, n° 376 ; Bigallet, *L'hérédité collatérale*, Thèse Lyon, 1898 ; Romiguié, *De l'hérédité collatérale*, Thèse Paris, 1903 ; Vallier, *op. cit.*, n°s 724-742 ; Courcelle-Seneuil, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, t. 2, p. 34 et suiv. ; Cauwès, *Cours d'Economie politique*, t. 3, n° 995 ; Gide, *Cours d'Economie politique*, 3^e édition, p. 552 ; Colson, *Cours d'Economie politique*, t. 2, p. 182 ; Turgeon, *Le socialisme et le droit d'hérédité*, t. 1, fasc. 2, p. 209. Voir cependant Planiol, t. 3, n° 1818.

(2) Proposition de M. Couturier, 31 mars 1884, annexe n° 2753 ; Proposition Girard, Maret et Tony Revillon, 26 juin 1884, annexe n° 2909 ; Proposition Sabatier, 27 avril 1888, annexe n° 2667 ; Proposition Saint-Ferréol, 24 mai 1888, annexe n° 2709 ; Proposition Peytral, 15 octobre 1888, annexe n° 3013 ; Proposition Maujan, 1891, annexe n° 1416 ; Morellet et autres, 1891, Sénat, 91, n° 48, p. 22.

(3) Proposition du 5 mars 1903, Chambre, 1903, p. 1045. Voir Wahl, *Revue trim. de dr. civ.*, Chroniques, 1917-1918.

des Finances en 1906, avait fait rejeter une autre proposition de suppression de l'héritage au delà du sixième degré, en faisant remarquer qu'elle ne rapporterait pas trois millions. En le supprimant au delà du quatrième degré, d'après l'évaluation de M. Caillaux, ministre des Finances en 1914, on ne gagnerait que quatre millions. Il ne nous appartient pas d'entrer dans l'examen de ces évaluations.

Considérée en elle-même, une limitation du genre de celle qui a été faite par la loi de 1917 nous paraît tout à fait fondée. La succession jusqu'au douzième degré se conçoit dans un état social et juridique où le propriétaire est regardé comme ayant le simple dépôt de son patrimoine, lequel appartient à la famille et doit lui rester. Mais le Code de 1804, en supprimant la règle *paterna paternis, materna maternis* et la légitime des héritiers en ligne collatérale, s'est éloigné de cette conception. Cette dernière a été complètement abandonnée par les lois de 1891 et de 1896 qui ont étendu les droits successoraux du conjoint survivant et des enfants naturels. On tend de plus en plus à considérer la vocation successorale comme devant être organisée d'après les intentions probables, c'est-à-dire l'affection présumée du défunt : la loi remplace le testament. Or, il est évident que le défunt n'a pu vouloir laisser comme héritiers des parents au douzième degré, leur auteur commun

ayant vécu un ou deux siècles auparavant ; alors même qu'ils habitent la même ville, ils ignorent le plus souvent le lien de parenté qui existe entre eux. La rapidité des moyens de communication, le relâchement de l'esprit familial ont rendu de plus en plus rares les relations entre parents qui ne sont pas très proches.

La réforme apportée par la loi de 1917 doit donc être approuvée. Nous n'avons pas à rechercher si la limitation au sixième degré est opportune et s'il eût mieux valu s'arrêter au quatrième ou aller jusqu'au huitième. L'affection du défunt peut, suivant les circonstances, s'étendre plus ou moins loin. Il fallait bien poser une règle fixe.

Nous ne voulons pas davantage rechercher si la loi nouvelle contribuera, pour sa part, à augmenter dans des proportions appréciables les ressources de la nation et à combler le gouffre béant ouvert par la guerre dans les finances de l'Etat. Les évaluations apportées autrefois à la tribune par MM. Poincaré et Caillaux ne semblent pas encourageantes, et il est à craindre que, sur ce point, la loi ne réponde pas aux espérances de ceux qui l'ont votée, non pas avec la pensée de mettre la dévolution successorale en harmonie avec les mœurs de notre société actuelle, mais dans un but purement fiscal.

La seule question qui intéresse notre sujet est celle

de savoir si la réforme dont il s'agit vient modifier la nature du droit conféré à l'Etat par l'article 768. Or, s'il est vrai que cette réforme tend à augmenter le nombre des successions en déshérence, il n'en résulte nullement que le titre auquel l'Etat recueille ces successions ait changé de nature. Nous avons dit que la limitation de la successibilité des parents collatéraux au douzième degré, en 1804, ne fut en aucune manière le signe de la reconnaissance par le Code civil d'un droit véritable de l'Etat à recueillir les biens des individus en l'absence de proches. Cette limitation eut des raisons essentiellement pratiques : la difficulté de la preuve, les risques de procès et de difficultés diverses. Or, c'est également un motif d'ordre pratique, un motif fiscal, nous l'avons vu, qui a inspiré le législateur de 1917. Le titre de l'Etat à recueillir les successions en déshérence demeure donc ce qu'il était auparavant.

En résumé, la théorie de l'Etat héritier se heurte, dans notre législation positive, aux graves objections suivantes :

1° La tradition, non interrompue jusqu'à nos jours, du droit français, est en principe défavorable à l'Etat.

2° Les travaux préparatoires du Code civil montrent que l'attribution à l'Etat des successions en déshérence se justifie, dans l'esprit du législateur, de la même manière que l'attribution à l'Etat des biens

vacants et sans maître, c'est-à-dire par un souci de police et d'ordre social.

3° Si l'Etat avait été considéré par les législateurs comme un héritier, on apercevrait le fondement de son droit de successibilité. Les auteurs du Code auraient dû ou fait comprendre que l'individu a envers l'Etat des devoirs qu'il faut sanctionner, ou que l'individu a pour l'Etat une certaine affection, ou que l'Etat, à défaut de lignée laissée par le défunt, est le représentant de la race. Mais on ne remarque pas, dans l'élaboration du Code, la moindre lueur de semblables idées. La succession n'a été attribuée à l'Etat qu'après l'épuisement de la liste entière des successibles et, en quelque sorte, en désespoir de cause.

Ce n'est donc pas à titre d'héritier, mais à titre de souverain, que l'Etat français recueille les successions en déshérence.

SECTION II. — Le droit allemand.

En vertu de l'article 1936 B. G. B. du Code civil allemand de 1896, « s'il n'existe, au moment de l'ouverture de la succession ni parent, ni conjoint du défunt, le fisc de l'Etat confédéré auquel le défunt appartenait devient *héritier légal* ».

Le droit qui appartient à l'Etat de recueillir les

successions en l'absence de tout parent ou d'un conjoint est donc, en Allemagne, un véritable droit de successibilité.

« Cette organisation du droit de l'Etat, dit M. Cassin (1), n'a pas été établie sans discussions, un grand parti de la doctrine soutenant que la dévolution de la succession en déshérence à l'Etat ne pouvait être qu'une application pure et simple de la règle d'occupation des biens vacants. Mais la thèse de l'Etat héritier a fini par triompher parce qu'elle avait pu réunir les suffrages des romanistes les plus éminents du xix^e siècle, Savigny, Vangerow et Windscheid notamment, parce qu'ensuite elle répondait à certaines traditions des pays allemands (Bavière, Prusse, Saxe), parce qu'enfin cette thèse peut très bien cadrer avec le système le plus favorable aux vieilles conceptions familiales, l'Etat venant représenter les droits de la race dans les rares cas où on ne peut plus retrouver trace de la lignée même du défunt.

« Au reste, l'idée qu'aucune succession ne doit rester sans maître ne pouvait être complètement exclue par l'admission d'un droit de successibilité. L'Etat n'est pas un héritier légitime ordinaire, il ne peut refuser les successions qui lui sont déférées, si insolubles

(1) Cassin, *op. cit.*, p. 25; Roguin, *op. cit.*, n^{os} 926 et suiv.

soient-elles (art. 1942). Corrélativement, il n'est jamais tenu des dettes héréditaires *ultra vires* et n'est astreint à aucun délai préfixe pour faire inventaire (art. 2011). Enfin il ne peut faire acte d'héritier légitime qu'après que le tribunal de la succession a déclaré, sur une sommation publique restée infructueuse pendant un certain délai, qu'il n'y a pas d'autre héritier (art. 1964 et s.). »

Bien qu'il soit héritier, l'Etat ne peut d'ailleurs pas succéder aux droits d'auteur (1). Il ne peut non plus venir comme arrière-héritier dans une substitution (art. 2104, B. G. B.).

Quel est enfin, en Allemagne, l'attributaire de la succession en déshérence? C'est le fisc de l'Etat confédéré qui devient normalement héritier légal, en l'absence de parents. Le fisc du Reich ne recueille que dans le cas où le défunt, étant Allemand, n'appartient à aucun Etat confédéré (art. 1936, alin. 1 et 2).

D'autre part, la loi d'introduction du Code civil allemand a réservé, dans ses articles 138 et 139, les dispositions des lois des Etats confédérés concernant l'attribution du droit successoral, soit au fisc, soit à des corps publics, communes, cours de justice ou autres, soit à des fondations et à des établissements d'assistance.

(1) Martin, *Das Erbrecht des Fiskus und das Urheber recht. Iherings Jarhbücher*, t. 54, p. 331 et s.

SECTION III. — Le droit suisse.

Le Code civil suisse de 1907 obéit à la même conception que le droit allemand. Son évolution en notre matière est des plus intéressantes et nous croyons devoir la rappeler.

Avant 1895, une grande incertitude régnait dans les cantons sur le point de savoir si la dévolution des successions vacantes à l'Etat y était uniquement considérée comme un attribut de sa souveraineté ou comme un droit successoral véritable (1). Cette incertitude cessa dans l'avant-projet de Code civil de 1895. Celui-ci concevait le droit de succession comme légitime au sens strict du mot, c'est-à-dire reposant avant tout sur la loi et organisé en dehors de tout acte de volonté des individus. La loi doit organiser la dévolution des successions d'après les devoirs de l'individu envers la famille et la collectivité, la liberté de tester n'étant reconnue que dans la mesure où elle n'est pas un moyen de les éluder. Telle était l'idée directrice du projet. Ainsi se trouvait éliminée la théorie qui fait du droit de tester un attribut essentiel du droit de propriété et regarde en conséquence la dévolution aux héritiers légitimes comme résultant d'un testament présumé du défunt (2).

(1) Huber, *System und Geschichte des Schweizerischen Privatrechts*, t. 2, 1888, p. 154; Cassin, *op. cit.*, p. 69.

(2) Cassin, *op. cit.*, p. 69.

L'article 401 du projet de 1895 reconnaissait trois catégories d'héritiers légitimes : les parents, le conjoint survivant et l'Etat.

Le jurisconsulte éminent, chargé de la rédaction de l'avant-projet des successions, M. Huber, posait comme un point capital, au début de son commentaire, la reconnaissance d'un droit successoral de l'Etat. Il faisait ressortir qu'une législation vraiment moderne ne saurait considérer uniquement la dévolution des successions vacantes à l'Etat comme un attribut de sa souveraineté, et qu'elle doit au contraire, en se montrant plus nette que les législations cantonales en vigueur, suivre l'inspiration de Savigny et tenir le droit de l'Etat pour un droit de succession (1).

Cette transformation du droit de police de l'Etat en droit héréditaire ne constitue pas cependant l'innovation essentielle du projet. Celle-ci se trouve dans le droit de successibilité accordé à l'Etat en concours avec les héritiers du sang (2). M. Huber remarque le rapport étroit établi depuis longtemps en Suisse entre le droit de successibilité de l'Etat et l'obligation d'assistance entre parents. L'obligation d'assistance n'incombe pas à tous les parents au degré successible ; la charge qui n'incombe pas aux parents

(1) Cassin, *op. cit.*, p. 75 ; Roguin, *loc. cit.*

(2) Cassin, *op. cit.*, p. 76 et s.

non immédiats grève lourdement le budget de l'Etat. Il est juste que cette charge soit rachetée par un droit reconnu à l'Etat. Aussi le projet de 1895 faisait du droit de successibilité la contre-partie de l'obligation d'assistance et donnait la qualité d'héritiers à tous ceux, parents du sang ou autres, qui étaient tenus du vivant du *de cujus* d'une obligation alimentaire légale ou même morale. Et cette idée permettait à ses partisans de justifier juridiquement et d'uniformiser les diverses prétentions que l'Etat moderne élève au décès des particuliers sur leurs successions : droit sur les biens sans maître, droit de successibilité, impôt sur les successions. Notamment elle justifiait l'attribution à l'Etat d'un droit de réserve et la transformation de l'impôt des successions en un droit de successibilité offert à l'Etat en concours avec les héritiers du sang.

Nous n'avons pas à examiner les projets ultérieurs de Code civil suisse : projet de 1900, projet de 1904, travaux préparatoires du texte définitif, 1904-1907. Il nous suffit de constater qu'à aucun moment, au cours de l'élaboration de ces divers projets, on n'a cherché à remettre en question la qualité d'héritier attribuée à l'Etat par le projet primitif à défaut d'héritiers du sang ou de conjoint.

Aux termes de l'article 466 du Code civil suisse de 1907, « à défaut d'héritier, la succession est dévo-

lue au canton du dernier domicile ou à la commune désignée par la législation de ce canton ».

Quelles sont, en droit suisse, les conséquences de cette dévolution des successions à l'Etat, non plus comme simple occupant de biens sans maître, mais à titre d'héritier ?

Un premier point est hors de doute. Le canton ou la commune qui hérite d'une succession n'est pas tenu des dettes du défunt *ultra vires*, alors même qu'il aurait accepté purement et simplement. Contrairement au droit commun de l'article 560, l'article 592 du Code civil dispose en effet que « toute succession dévolue au canton ou à la commune est inventoriée d'office et que l'héritier n'est responsable que jusqu'à concurrence de son émolument (1) ».

D'autre part, il est certain que l'Etat peut entrer en possession de la succession avant même qu'il soit établi qu'il n'a devant lui aucun parent successible. Il suffit que l'autorité compétente invite les ayants droit, par sommation dûment publiée, à faire leur déclaration d'héritier dans l'année. Ce délai écoulé sans déclaration, la succession passe au canton ou à

(1) Crémieu, Rapport sur la question de la liquidation du passif héréditaire dans le Code civil suisse du 10 décembre 1907. *Bull. Soc. Et. législ.*, 1910, 2^e partie, qu. 21 ; Rossel et Mentha, *Manuel de droit civil suisse*, t. 1, p. 517 ; Cassin, *op. cit.*, p. 181.

la commune. L'action en pétition d'hérédité demeure seulement réservée (art. 555).

Le Code civil suisse n'a pas expressément décidé que l'Etat peut, comme tout héritier, répudier une succession insolvable. Mais la doctrine suisse lui reconnaît ce droit (1).

L'Etat recueille également un brevet d'invention, le bénéfice d'une police d'assurance sur la vie ou contre les accidents contractée par le défunt au bénéfice de ses héritiers. Il recueille aussi les droits d'auteur contrairement à ce qui se passe en France et même en Allemagne où l'Etat est pourtant héritier.

Sans doute le *de cuius* peut exclure l'Etat, en totalité ou en partie, de sa succession, en disposant au profit d'un tiers (2). Mais il ne pourrait se contenter d'une exclusion négative qui aurait pour effet de rendre sa succession sans maître, car l'Etat recueillerait alors l'hérédité à titre de souverain.

Non seulement les successions laissées par des Suisses, mais encore celles d'étrangers morts en Suisse obéissent au régime de l'article 466 tant pour les meubles que pour les immeubles, à moins que des traités internationaux n'excluent l'application de la *lex domicilii*.

(1) Rossel et Mentha, *op. cit.*

(2) Weyl, Die Delationsgründe in künftigen schw. Erbrecht, *Festgabe für Guterbock*, 1910, p. 621.

Et la réciproque serait vraie pour des citoyens suisses qui auraient leur dernier domicile hors de leur pays, sous réserve des traités et de l'hypothèse où le pays étranger ne s'attacherait lui-même qu'à la loi d'origine du défunt (1).

Il y a lieu enfin de fixer son attention sur un aspect très intéressant de la réforme envisagée : c'est celui de l'affectation des biens recueillis par l'Etat-héritier. Cette question avait été abondamment discutée lors des travaux préparatoires (2). L'article 466 n'a pas fixé impérativement l'emploi des sommes provenant des successions en déshérence et a laissé à cet égard toute liberté aux cantons. Ceux-ci ont largement usé de cette faculté. Les uns ont explicitement ou implicitement conservé pour eux seuls, avec ou sans affectation, le produit des successions recueillies en vertu de l'article 466 (3). D'autres se réservent la moitié de la succession et attribuent l'autre moitié, le plus souvent avec affectation déterminée, soit à la commune d'origine, si le *de cuius* était ressortissant, soit à la commune de dernière résidence

(1) Rossel et Mentha, *op. cit.*; Gmür, Kommentar zum schweizerischen Zivilgestzbuch, *Das Erbrecht*, p. 43 et 91 et les références; Cassin, *op. cit.*, p. 182.

(2) Cassin, *op. cit.*, p. 169 et 170.

(3) Bâle-ville, Berne, Genève, Lucerne, Neufchâtel, St-Gall, Soleure, Thurgovie, Vaud et Valais.

dans le cas contraire (1). D'autres cantons, enfin, manifestent leur préférence pour la commune de bourgeoisie et affectent tout le produit des successions à l'Armengut de cette commune (2). Partout les affectations sont faites au profit d'œuvres d'assistance, d'éducation ou de prévoyance.

(1) Argovie, Appenzell Rh.-Ext., Bâle-campagne, Grisons, Schaffouse et Schwyz.

(2) Appenzell Rh.-Int. et Glaris.

CHAPITRE III

CONDITIONS D'OUVERTURE ET D'EXERCICE DU DROIT DE L'ETAT

SECTION I. — Conditions d'ouverture.

Une succession n'est déférée à l'Etat qu'en l'absence de tout héritier ou successeur irrégulier : *fiscus post omnes*.

La première condition d'ouverture du droit de l'Etat est donc l'absence d'héritiers au degré succésible et de conjoint survivant. L'époux survivant non divorcé et non séparé de corps prime encore l'Etat. La solution est-elle la même dans le cas d'annulation d'un mariage putatif ? Il convient de répondre par une distinction : si la nullité a été déclarée postérieurement au décès de l'époux, le survivant conserve l'hérédité, pourvu qu'il soit de bonne foi ; l'article 201 du Code civil dispose en effet que le mariage déclaré nul produit ses effets civils tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants, s'il y a eu bonne foi. Au contraire la nullité a-t-elle été déclarée avant le décès, le survivant même de bonne foi n'a plus aucun droit ; il faut, pour se succéder l'un à l'autre, que les deux personnes considérées aient la

qualité d'époux au moment du décès ; or, dans l'hypothèse, ils ne sont plus époux, puisque la nullité de leur mariage a déjà été déclarée.

Un donataire ou un légataire universels excluent aussi l'Etat parce qu'ils sont des représentants de la succession. Mais un legs à titre universel, alors même qu'il absorberait tout l'émolument, n'exclurait pas le fisc ; celui-ci pourrait appréhender la succession à la charge de délivrer les legs aux ayants droit. S'agissant d'un legs, une espèce assez curieuse a été soumise à la Cour de cassation en 1863. Un testateur, tout en déclarant exclure de sa succession tous ses parents indistinctement, n'avait légué à un étranger que l'usufruit de ses biens sans manifester la volonté d'en attribuer à personne la nue-propriété, mais au contraire en instituant un gérant perpétuel de sa succession, uniquement chargé de l'administrer. La Cour de cassation, par son arrêt du 17 novembre 1863 (1), a décidé qu'une telle disposition testamentaire n'a pas pour effet de faire considérer la succession comme étant en déshérence par rapport à cette nue-propriété, et par suite de la transmettre à l'Etat, la nue-propriété des biens du testateur constituant en pareil cas une succession *ab intestat* dévolue à ses héritiers dans l'ordre déterminé par la loi.

(1) S. 1864.1.5.

Cet arrêt touche à la matière de l'exhérédation dans laquelle la question de la nature du droit de l'Etat présente un intérêt manifeste (1).

Si l'on suppose qu'un défunt ait, par testament, prononcé l'exhérédation de tous ses héritiers sans instituer aucun légataire, la valeur d'une semblable disposition apparaît très différente suivant qu'on regarde le droit de l'Etat comme une manifestation de souveraineté ou comme un droit d'héritier.

L'Etat recueille-t-il les successions en déshérence à titre de souverain, il ne peut se saisir de biens dépendant d'une hérédité que si ces biens sont vacants et sans maître. Dans l'hypothèse envisagée, les biens héréditaires ne sont pas vacants. En effet, la clause d'exhérédation collective non accompagnée d'une institution de légataire, aurait pour effet, si on la déclarait valable, de mettre une succession hors du commerce juridique ; elle est donc nulle, et le testament n'étant pas valable, l'héritage doit être recueilli par l'héritier le plus proche. En d'autres termes, le défunt n'a, en réalité, pas disposé de ses biens ; par suite, il y a ouverture de la succession *ab intestat*, ce qui est contradictoire à l'idée de vacance des biens dont s'agit (2).

(1) A. Colin et Capitant, *Droit civil*, t. 3, p. 424 ; Cassin, *op. cit.*, p. 17.

(2) En ce sens, voir un arrêt de la Cour de Rouen du

Au contraire, si l'on considère l'Etat comme un héritier, l'exhérédation générale équivaldra à l'institution de l'Etat comme légataire universel. Le disposant a exclu tous ses parents : ses biens seront donc attribués à l'héritier qui vient après tout le monde, c'est-à-dire à l'Etat.

La jurisprudence paraît divisée sur la portée des clauses en question. L'arrêt rapporté plus haut se rattache à la première conception puisqu'il a déclaré que la clause litigieuse était nulle et qu'il a considéré que, cette nullité profitant à tous les successeurs, l'Etat se trouvait primé par les héritiers du sang. Au contraire, la Cour de Paris, le 13 décembre 1901, a paru se rallier à la conception d'après laquelle l'Etat serait un véritable héritier (1). Dans l'espèce, le testateur avait exhéredé tous les membres de sa famille. La Cour de Paris décide que le testateur a ainsi implicitement institué ses successeurs irréguliers, c'est-à-dire, à défaut de conjoint survivant et d'enfant naturel, l'Etat, en sorte que le testament est valable et doit sortir effet, en ce sens que l'Etat est appelé à recueillir la succession à l'exclusion des héritiers du sang.

22 décembre 1897, S. 99.2 97 et la note.

Un autre arrêt de la Cour de Lyon du 29 juillet 1885, S. 1887.2.101.

(1) D. 1902.2.177 et la note de M. Colin. Cf. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, p. 436 et 443.

« Considérant, dit la Cour, que... les héritiers irréguliers sont tous au fond des successeurs légitimes, puisque c'est la loi elle-même qui les a établis ; que dès lors il serait impossible de comprendre pourquoi l'Etat ne pourrait pas, le cas échéant, bénéficier, comme les autres successeurs irréguliers, d'une institution implicite par voie d'exhérédation ; qu'il faudrait un texte spécial pour qu'il en fût autrement ; mais que loin de distinguer entre les divers successeurs irréguliers, le législateur les a partout assimilés, et les a traités, les uns et les autres comme des héritiers ; ; que ce n'est donc pas par droit de souveraineté sur les biens vacants et sans maître que l'Etat est appelé à une succession, mais réellement, *jure hereditario*, et au même titre que les autres successeurs irréguliers. »

Dans l'espèce, l'intention du testateur, et la Cour le constate, avait été manifestement de laisser ses biens à l'Etat ; de plus, pour des raisons juridiques, brillamment mises en lumière par M. Ambroise Colin dans sa note sous l'arrêt, la solution adoptée par la Cour de Paris s'imposait, quel que fût le fondement de la vocation légale qui attribue les successions à l'Etat. Il n'en reste pas moins que la Cour de Paris a cru devoir saisir l'occasion qui s'offrait à elle de définir le caractère du droit de l'Etat en matière de succession et qu'elle a bouleversé toutes les

idées généralement admises en France sur ce point. Elle a inauguré la thèse nouvelle qui semble destinée à s'imposer tôt ou tard, thèse qui, nous l'avons vu, a été adoptée par les législations positives de l'Italie, de l'Espagne, de l'Allemagne et de la Suisse, mais qui à notre avis, ne cadre pas avec la lettre et l'esprit de notre Code et trahit manifestement la pensée de notre législateur. La jurisprudence inaugurée par l'arrêt de 1901 est une jurisprudence prétorienne. Ici encore, comme cela arrive bien souvent, la jurisprudence qui vit, se développe, et reflète les tendances du milieu et de l'époque, a dépassé la loi inerte : elle a indiqué au législateur de demain la voie à suivre. En ce sens, l'arrêt de 1901 est d'une importance capitale et il méritait de nous arrêter un instant.

Depuis, la jurisprudence n'est pas revenue sur son interprétation (2).

Un jugement du Tribunal de la Seine du 23 novembre 1916 a pu décider que si un testament porte que tous les parents du défunt sont exhéredés, en divisant en quote-parts égales la succession, avec indication de légataire pour chacune de ces quote-parts, et en laissant en blanc le nom du légataire de la dernière, celle-ci appartient à l'Etat et non aux héritiers légitimes (1).

(1) *Gaz. Trib.*, 9 mars 1917.

(2) Cfr. cependant Tananarive, 30 juin 1909, *Gaz. Trib.*, 28 août 1909.

Et le 22 mars 1918, statuant dans le même sens que la Cour de Paris en 1901, la Cour de Rouen, saisie du point de savoir si, en présence d'une exhérédation collective, sans institution d'héritier, les biens devaient tomber aux mains de l'Etat, a répondu elle aussi par l'affirmative et rejeté les conclusions des héritiers *ab intestat* (1).

« ... Attendu, dit l'arrêt, que si l'Etat n'est pas un héritier, dans le sens ordinaire du mot, il est un successeur irrégulier au même titre que le conjoint et après lui ;... »

Là encore, on le voit, le droit de successibilité de l'Etat est solennellement affirmé.

En résumé, l'idée générale qui se dégage des arrêts précités de 1863, 1901 et 1918 est la suivante : Lorsque le testateur a exhéredé tous ses successeurs, réguliers ou irréguliers, cette disposition est nulle comme tendant à mettre les biens du *de cujus* hors du commerce, le testament est considéré comme non avenu et les héritiers *ab intestat* recueillent la succession (arrêt de 1863). Au contraire, si le testateur a exhéredé une catégorie seulement de ses héritiers, la jurisprudence considère cette disposition comme doublée d'une institution implicite au profit des successibles appelés par la loi à défaut des héritiers exhéredés, et elle la déclare valable (arrêts de

(1) *Gaz. Trib.*, 6-7 juin 1918.

1901 et 1918). A ce point de vue, la solution admise par les deux derniers arrêts est parfaitement conciliable avec la solution admise par la Cour de cassation en 1863.

Mais tandis que la Cour de cassation s'était bien gardée en 1863 de se prononcer sur la nature du droit de l'Etat et avait évité soigneusement de heurter la conception presque universellement admise, les Cours de Paris et de Rouen, surtout la Cour de Paris n'ont pas gardé la même réserve et ont proclamé que l'Etat recueille les successions à titre d'héritier, qu'il est un successeur irrégulier au même titre que le conjoint et après lui et qu'il a une vocation certaine à recueillir les biens du *de cujus*, dans l'ordre et au rang établi par la loi, si celui-ci ne l'en a pas exclu expressément. C'est cette orientation nouvelle de la jurisprudence que nous voulions mettre en lumière. Nous avons déjà dit que nous la jugions difficilement conciliable avec la vérité juridique telle qu'elle se dégage de notre législation positive. Nous renvoyons, à cet égard, aux considérations que nous avons émises dans notre deuxième chapitre, en faveur de la théorie qui considère le droit de l'Etat comme une manifestation de sa souveraineté sur les biens vacants et sans maître (1).

(1) *Suprà*, chap. II, p. 28 et suiv.

La déshérence d'une succession peut résulter non seulement de la non-existence de successibles, mais encore de leur absence.

Quiconque réclame un droit échu à un individu dont l'existence n'est pas reconnue doit prouver que ce dernier existait quand le droit a été ouvert (art. 137). Si donc, une succession est dévolue à un successible absent, et que l'existence de ce dernier soit certaine, il recueille la succession *ipso facto* ; si, au contraire, il s'agit d'un successeur irrégulier, ou si, héritier ou successeur, son existence est incertaine, le droit à succéder ne lui est pas réputé transmis : il est dévolu au degré subséquent, et s'il n'y en a pas, la succession est déclarée vacante ou en déshérence en cas d'appréhension par l'Etat. L'administration des Domaines devra être prudente en cette circonstance, l'hérédité pouvant lui échapper d'un moment à l'autre ; la situation provisoire prendrait fin par la déclaration d'absence que l'Etat, de même que toute autre partie intéressée, devrait poursuivre.

Une autre cause d'ouverture du droit de l'Etat est l'incapacité de transmettre du *de cujus* ou l'incapacité de recueillir de ses héritiers. La situation est alors identique à celle qui résulte de la non-existence de successibles, et l'on se trouve en présence de biens vacants qui appartiennent à l'Etat souverain.

L'Etat dans l'exercice de ses droits est quelquefois

primé par certains établissements publics. Ces cas qui constituent des exceptions au droit de déshérence de l'Etat sont les suivants :

1° Les hospices sont appelés à recueillir les effets des malades qui ont été traités gratuitement, et cela même de préférence aux héritiers (avis du Conseil d'Etat, 3 novembre 1809, *Bulletin des lois*, IV, B. 248, n° 4778. Cet avis approuvé par l'Empereur et inséré au *Bulletin des lois* a force de loi).

2° La caisse des invalides de la marine recueille les successions des marins et autres personnes décédées en mer, à défaut de réclamation des héritiers (loi des 30 avril-13 mai 1791).

3° La caisse des retraites pour la vieillesse recueille également, en cas de déshérence, les capitaux de ses déposants (loi du 25 juin 1850, art. 7).

4° Le département succède aux pupilles de l'Assistance publique décédés sans héritiers (loi du 27 juin 1904, art. 41).

Il n'y aurait guère lieu de s'arrêter à ces exceptions au droit de déshérence de l'Etat si l'on n'avait prétendu y trouver un argument contre la conception d'après laquelle le droit de l'Etat est une manifestation de sa souveraineté.

« Ces divers établissements publics, disent MM. Colin et Capitant (1), agissent certainement

(1) *Droit civil*, t. 3, p. 420.

comme successeurs. Et on ne voit pas pourquoi il y aurait lieu d'attribuer un caractère différent aux droits exercés sur une succession en déshérence, suivant qu'ils le sont par l'Etat lui-même, ou par un établissement qui n'en est que la dépendance. »

A cet argument il est facile de répondre que les établissements dont il s'agit, représentant l'Etat, et recueillant comme lui des biens par la voie de la déshérence agissent au même titre que l'Etat, et ne sont pas plus que lui des héritiers dans notre système législatif actuel.

Considérons, en effet, pour nous borner, les plus importants de ces établissements : les hospices. Il nous semble bien difficile de soutenir que c'est *jure hereditario* qu'ils recueillent les effets mobiliers des malades soignés gratuitement par eux. Le caractère rémunérateur de l'attribution est indéniable. « Si les hospices sont préférés, dit Laurent, c'est qu'ils ont dû supporter, souvent pendant de longues années, les dépenses de nourriture et d'éducation des orphelins : leur droit d'hérédité est en quelque sorte une indemnité » (1).

Si l'attribution des biens à l'établissement hospitalier est regardée comme une indemnité, il n'est pas possible d'attribuer à ces biens le caractère de

(1) Laurent, t. 9, p. 189.

biens de succession. La succession est une transmission à titre gratuit. L'hospice recueillant l'hérédité comme l'équivalent des soins qu'il a donnés au *de cujus*, il n'y a pas succession. Une circulaire du ministre des Finances du 23 juin 1858 a décidé que les valeurs attribuées aux hospices ne sont pas sujettes au droit de mutation par décès, « attendu que c'est une indemnité, plus qu'un droit de succession ».

C'est la meilleure démonstration du véritable caractère du droit des hospices (1).

On peut, il est vrai, se demander à quel titre l'hospice recueillera la portion de la succession qui dépassera la valeur des soins donnés aux malades. Ne sera-ce pas à titre de succession et non plus à titre d'indemnité ? On peut répondre que l'hypothèse se réalisera très rarement, puisque seuls les gens sans fortune sont admis dans les hospices. Mais même si elle se réalisait, l'excédent dont il s'agit devrait vraisemblablement être considéré comme l'équivalent des soins donnés à d'autres indigents et constituant l'indemnité que ceux-ci n'ont pu donner.

Il serait oiseux d'insister davantage. Les hospices et autres établissements publics ne recueillent pas à

(1) L'avis du Conseil d'Etat du 3 novembre 1809 dit, dans le même sens, que « cet avantage a toujours été considéré comme un léger dédommagement des dépenses occasionnées par les malades ».

titre d'héritier les biens qui leur sont attribués par préférence à l'Etat. On ne saurait donc en tirer argument contre la nature que nous avons reconnue au droit de l'Etat.

En ce qui concerne les conditions d'ouverture de ce droit, une dernière et importante question reste à résoudre. Supposons qu'un *de cujus* soit décédé hors de son pays sans laisser de parents successibles, ni de conjoint et sans que des conventions internationales aient prévu le cas ; à qui devra être dévolu son héritage ? A l'Etat sur le territoire duquel il est mort ou à l'Etat auquel il ressortit ? Ici encore se révèle l'importance pratique du problème juridique de la nature du droit de l'Etat.

Si l'on considère que l'Etat acquiert les successions en déshérence en vertu de son droit de souveraineté, il faut décider logiquement que l'Etat étranger auquel appartient l'auteur de la succession en déshérence ne peut revendiquer en France les biens abandonnés par un de ses nationaux : il ne saurait en effet faire acte de souveraineté en dehors de son territoire. Réciproquement, l'Etat français ne peut réclamer les biens laissés à l'étranger par un Français mort sans héritier.

Au contraire, si l'on admet que l'Etat est un héritier au même titre qu'un parent, on doit au lieu d'appliquer la *lex rei sitae*, appliquer la loi personnelle

du défunt, dans la mesure du moins où cette application ne fait pas échec à l'ordre public du pays où les biens sont situés.

Or, nous avons établi que c'est en vertu de son droit de souveraineté que l'Etat recueille les successions sans maître qui se trouvent sur son territoire. Le sort des biens situés en France et dépendant de la succession d'un étranger décédé sans héritier ne saurait donc faire de doute : ils appartiennent à l'Etat français. Il importe peu que l'ancien propriétaire ait été Français ou étranger. Si l'Etat français ne les appréhendait pas, seul le gouvernement de la nation à laquelle appartenait le *de cujus* pourrait y prétendre. Or, comment admettre qu'en France un des attributs du droit de souveraineté soit exercé par une nation étrangère ?

Cette solution n'a jamais été contestée pour les immeubles, mais il est parfois arrivé que des consuls étrangers ont réclamé pour leur gouvernement les successions mobilières de leurs nationaux décédés en France. A l'appui de cette prétention on invoquait la doctrine traditionnelle sur les statuts : le statut mobilier étant personnel, les successions mobilières sont régies par la loi du pays auquel le défunt appartenait.

Cette objection est dépourvue de valeur et il n'est pas inutile de le montrer. Soulevée déjà dans notre

ancienne France, elle y avait été fort bien réfutée. Remarquons, en effet, que dans notre ancien droit une controverse identique à celle que nous examinons en ce moment s'était élevée sur le point de savoir si les successions en déshérence appartenaient au seigneur haut-justicier du domicile ou à celui de la situation des biens. En ce qui concerne les immeubles, la question n'avait jamais fait de difficultés ; ils appartenaient au seigneur de leur situation ; si les immeubles étaient situés en différentes justices, il y avait autant de seigneurs hauts-justiciers à succéder que de territoires divers comprenant des biens de la succession. Les héritages suivaient, en effet, la coutume des lieux où ils se trouvaient, par suite ils étaient la propriété du seigneur en la justice duquel ils étaient assis, par droit de déshérence, mais le haut-justicier n'avait ni pouvoir, ni juridiction sur les biens situés en la justice d'autres seigneurs.

Au contraire, au sujet des meubles, la coutume était muette et il y avait controverse. La majorité des auteurs les soumettaient à la même règle que les immeubles et les attribuaient au seigneur de la situation. Dans les autres successions, la vocation aux meubles était sans doute déterminée par le domicile du défunt parce qu'on supposait que l'intention du père de famille avait destiné tous ses meubles pour le lieu où il était établi et qu'il y aurait eu d'ailleurs

des inconvénients à consulter différentes coutumes pour régler leur destinée. Mais les successions en déshérence ne ressemblaient pas, suivant nos anciens auteurs, aux successions ordinaires à ce point de vue (1). On ne pouvait pas dire qu'elles étaient jacentes et qu'elles représentaient la personne du défunt : les meubles de ceux qui décédaient sans héritier étaient donc simplement vacants et semblables aux autres biens vacants, aux épaves et aux biens qui n'avaient pas de maître ; ils devaient subir la destinée de ces biens et appartenir au seigneur dans la justice de qui ils se trouvaient. Au surplus, le roi et les seigneurs hauts-justiciers exerçant le droit de déshérence n'étaient point des héritiers mais des successeurs aux biens (2), de sorte que chacun prenait tout ce qui se trouvait en son territoire sans que l'autre puisse rien y prétendre.

En droit moderne, l'objection tirée du caractère personnel du statut mobilier doit être levée en vertu de considérations semblables. Laurent (3) enseignait que le principe suivant lequel les successions mobilières sont régies par la loi personnelle du défunt

(1) Bacquet, *Traité du droit de déshérence*, chap. III, n° 3, et Ferrière, *Coutume de Paris sur l'article 167* ; Pothier, *Coutume d'Orléans*, t. 17, n° 131.

(2) *Non sunt heredes, nec universales successorés, sed successorés bonorum*, Bacquet, *loc. cit.*

(3) Laurent, t. 9, p. 388.

demeure inapplicable aux successions en déshérence, et que l'Etat étranger ne peut s'en prévaloir : c'est en effet par un motif d'ordre public que les successions en déshérence appartiennent à l'Etat, parce qu'il détient le pouvoir souverain. La déshérence forme donc un statut réel, sans qu'il y ait à distinguer entre les meubles et les immeubles. Laurent faisait observer seulement que c'est à tort qu'on s'appuie *d'abord* sur les articles 539 et 713 pour prouver le droit de l'Etat français : car si le statut des successions en déshérence était véritablement personnel, on ne pourrait pas dire que ces successions n'ont pas de maître : elles en auraient un, l'Etat étranger. Il faut donc commencer par poser en principe que les successions en déshérence font partie du statut réel, et c'est parce que le statut est réel que les articles 539 et 713 s'appliquent. La jurisprudence (1) et l'Administration françaises (2) considéraient jusqu'à présent, conformément à la théorie que nous avons défendue,

(1) Paris, 15 novembre 1833, D. 34.2.2 ; Bordeaux, 12 février 1852, D. 54.2.154 ; Cass. req., 28 juin 1852, S. 52.1.537 ; Trib. Seine, 6 juin 1894, *Pand. franç.*, 95.5.45 ; Trib. Seine, 22 juin 1897, 11 mars 1899, *Journal du droit international privé*, 1897, p. 1034, 1899, p. 1014. — Voir également Weiss, *Traité de droit international privé*, t. 4, p. 564 et s. ; Vallier, *op. cit.* n^{os} 787 et s.

(2) Instruction de la Direction générale de l'Enregistrement du 10 octobre 1878.

que l'Etat acquiert les successions en déshérence en vertu de son droit de souveraineté. En conséquence elles décidaient que l'Etat étranger auquel ressortit l'auteur de la succession en déshérence ne peut revendiquer en France les biens abandonnés par un de ses nationaux. De son côté l'Etat français ne réclamait jamais les biens, meubles ou immeubles, laissés à l'étranger par un Français mort sans héritier.

Mais nous avons signalé l'évolution qui s'est produite dans la jurisprudence depuis le début du siècle. Cette jurisprudence, inaugurée par l'arrêt important de la Cour de Paris du 13 décembre 1904, semble vouloir considérer l'Etat comme un véritable héritier et cette orientation nouvelle ne peut manquer d'avoir sa répercussion sur la solution du problème de droit international privé que nous examinons. Si, en effet, l'Etat ne recueille plus en vertu de son droit de souveraineté, mais *jure hereditario*, la solution inverse de celle qui avait été admise jusqu'en 1900 doit s'imposer. Etant donné que les successions doivent être, en principe, régies par la loi nationale des défunts, l'Etat qui doit hériter est celui dont le *de cuius* était le sujet. C'est ce que décidaient autrefois Bouhier (Coutume de Bourgogne, ch. 57, nos 73 et s.), et Merlin (*Répertoire*, v° *Déshé-*

rence, et ce qu'admet de nos jours l'article 1936 du Code civil allemand, et le Code civil suisse. « La solution, au fond, dit M. Colin dans la note sous l'arrêt précité de 1901, n'a rien d'inadmissible. S'il nous paraît choquant au premier abord que les biens d'un étranger décédé en France puissent aller à un Etat étranger, peut-être est-ce là un resouvenir attardé de l'antique droit d'aubaine et il suffira, pour apercevoir la fragilité de cette impression, de renverser l'hypothèse et de supposer un Français décédant à l'étranger. Combien il nous paraîtra naturel que sa succession revienne à son pays natal. »

Au surplus, la jurisprudence inaugurée en 1901 par la Cour de Paris n'a pas été suivie, huit années plus tard, par la Cour de Tananarive qui le 30 juin 1909 décida que « c'est en vertu d'un droit de souveraineté et non à titre d'héritier que tout Etat recueille les biens d'un individu décédé sans laisser de successeur et en dispose ». Faisant application de cette idée, la Cour de Tananarive déclarait que « l'Etat français ne peut faire acte de souveraineté au delà des limites de son territoire et réclamer les biens laissés à l'étranger par le Français dont il a appréhendé la succession comme en déshérence ; que vis-à-vis de ces biens, le droit de prise et de disposition

de l'Etat dans lequel se trouvent lesdits biens doit être considéré comme absolu » (1).

On voit qu'en 1909, l'opinion traditionnelle qui considère que l'Etat acquiert les successions en déshérence en vertu de son droit de souveraineté n'était pas encore, en dépit du principe proclamé par l'arrêt important de la Cour de Paris, abandonné d'une façon définitive et complète par les Cours et Tribunaux.

La Cour de Tananarive revenait en arrière et reprenait la solution de l'ancienne jurisprudence qui était celle de l'Administration française.

Doit-on penser cependant que cet arrêt a marqué un véritable revirement de la jurisprudence sur cette question de la nature du droit de l'Etat ? Nous ne le croyons pas. Il restera sans doute isolé et si la question se présentait à nouveau, elle serait tranchée dans le sens indiqué par la Cour de Paris.

Il faut d'ailleurs remarquer que même en admettant la conception nouvelle du droit successoral de l'Etat, la jurisprudence pourrait encore exclure les Etats étrangers en cherchant autre part que dans la théorie classique son point d'appui. « Par exemple, dit M. Colin, n'est-il pas encore sujet à controverse que les Etats étrangers soient aptes à recueillir des

(1) *Gaz. Trib.*, 28 août 1909 ; *Rev. trim. de dr. civ.*, 1910, p. 451.

successions sur le territoire dépendant d'une autre souveraineté ? Et il ne faut pas oublier que la Conférence diplomatique de la Haye en 1894, tout en admettant que la dévolution de la succession doit être régie par le statut personnel, l'écarte néanmoins « dans les cas où l'application aurait pour résultat de porter atteinte au droit public ».

Faisons remarquer enfin que si la jurisprudence n'est pas encore bien fixée, le droit conventionnel est lui aussi assez flottant.

Si la convention consulaire avec le Brésil en date du 21 juillet 1866 attribue la succession à l'Etat sur le territoire duquel le défunt est mort, c'est l'Etat dont le *de cuius* était sujet qui est désigné comme successible dans les traités avec Mascate (17 septembre 1844), avec le Siam (15 août 1856), avec la Birmanie (15 janvier 1885).

SECTION II. — Conditions d'exercice.

L'article 768 du Code civil dit que la succession est *acquise* à l'Etat. Ce texte ne signifie pas que l'Etat n'ait pas le droit de s'abstenir. Car l'article 767 emploie une expression aussi énergique à l'égard du conjoint survivant et il est clair, cependant, que ce dernier peut répudier la succession. Mais il ne résulte pas non plus de l'article 768 que l'Etat ait le droit de répudiation. Dans le silence de la loi, c'est

donc encore à la nature du droit de l'Etat qu'il convient de se référer.

Recueillant les successions en déshérence au même titre que les biens vacants isolés, il semble que l'Etat ne puisse les refuser, quelque insolvables qu'elles soient. Cette solution n'entraîne d'ailleurs pas d'inconvénient pratique, puisqu'il est admis que l'Etat n'est jamais tenu des dettes héréditaires *ultra vires*. Le droit allemand, nous l'avons vu, bien qu'il consacre la conception de l'Etat héritier, n'admet pourtant pas ce dernier à refuser les successions qui lui sont déférées, si insolvables soient-elles. Quant au Code suisse, il ne s'est pas prononcé sur ce point, mais la doctrine suisse reconnaît à l'Etat héritier le droit de répudier une succession insolvable, de même qu'à tout autre héritier.

Successesseur irrégulier, l'Etat n'a pas la saisine ; il ne peut de lui-même se mettre en possession des biens de la succession. Sans doute, en vertu de l'article 768, le Domaine *acquiert* immédiatement la propriété des biens qui lui sont dévolus. Mais ainsi que nous le verrons, cette propriété est résoluble ; un héritier peut se présenter d'un moment à l'autre, et pour conserver les droits éventuels de cet héritier, il faut prescrire des formes et des garanties. La possession n'est donc pas donnée de plein droit à l'Etat

qui, comme tout successeur irrégulier, doit demander l'envoi en possession.

Le Domaine ne peut se mettre en possession des biens héréditaires avant le jugement; il n'a ni le droit, ni la charge d'administrer l'hérédité pendant la période antérieure. Est-ce à dire que les biens restent à l'abandon? Nullement. S'il y a des actes urgents d'administration à accomplir, les intéressés s'adresseront au Tribunal qui nommera un administrateur, lequel sera le plus souvent l'Etat lui-même. « L'article 769 du Code Napoléon, dit un arrêt de la Cour de Paris du 25 juillet 1863 (1), en prescrivant à l'administration des Domaines de faire apposer les scellés et de faire inventaire, l'investit du droit de prendre les mesures conservatoires, et l'indique par là même comme devant obtenir de préférence à tous autres la gestion provisoire des biens. » Remarquons d'ailleurs que tant que l'administration des Domaines n'a pas obtenu l'envoi en possession définitive, l'Etat ne détient les biens de la succession par l'administration des Domaines que comme administrateur provisoire et que, en cas de litige, ce n'est pas le préfet représentant l'Etat qui doit être assigné, mais l'administration des Domaines (2).

(1) D. 63.2.206.

(2) Lyon, 26 mai 1904, D. 1905.2.216.

L'Etat ne peut exercer les actions possessoires touchant à la succession et ne peut prescrire que du jour de l'envoi en possession ; à l'inverse il ne peut être poursuivi par les créanciers pendant la même période, à moins qu'il ne se soit, indépendamment de tout jugement d'envoi, immiscé dans les biens héréditaires, auquel cas la prise de possession de fait équivaut à la mise en possession judiciaire.

Supposons que l'Etat n'ait pas obtenu un jugement d'envoi en possession et qu'il se soit mis de sa propre autorité en possession de l'hérédité. Pourra-t-il repousser l'action en pétition d'hérédité d'héritiers agissant plus de trente ans après le décès, ou d'héritiers renonçants qui voudraient revenir sur leur décision ? On ne peut contester à l'Etat qu'il est possesseur de la succession. Mais on a soutenu que sa possession n'était pas opposable aux héritiers. En effet, a-t-on dit (1), le but de l'envoi en possession, précédé d'affiches et de publications, est de prévenir les héritiers et de les mettre en demeure de faire valoir leurs droits ; ces formalités omises, la possession de l'Etat est illégale à leurs yeux. L'Etat ne pourrait donc écarter un successeur qui lui est préférable que s'il prouvait avoir rempli toutes les formalités rendant son droit inattaquable. Cette manière de

(1) Demolombe, t. 14, p. 331.

voir ne doit pas, à notre sens, être accueillie. Il ne s'agit pas de savoir si la possession de l'Etat est contraire à la loi et aux droits des héritiers, mais si l'inobservation des formalités dont il s'agit doit avoir pour effet de dépouiller la possession de ses conséquences naturelles et de rendre l'usucapion impossible ; or, la prescription de trente ans a lieu, d'après le droit commun, alors même que le possesseur s'est mis en possession illégalement, pourvu que sa possession remplisse les conditions exigées par l'article 2229. Un titre autorisant la détention est inutile. Il faut donc conclure qu'à l'expiration de trente années, l'Etat devient propriétaire incommutable et peut repousser toute prétention des héritiers.

Pratiquement, l'Etat exerce son droit de la manière suivante :

Lorsqu'un agent de l'Administration découvre une succession abandonnée, il doit requérir du juge de paix l'apposition des scellés (s'ils n'ont déjà été apposés), faire connaître au directeur de l'Enregistrement de son département la consistance et la valeur approximative des biens successoraux, le passif qui les grève, et lui fournir tous les renseignements qui peuvent déterminer la décision de l'Administration. L'Etat, ainsi que nous l'avons dit, peut exercer son droit dès le décès ; il n'est nullement obligé d'attendre l'expiration du délai de trois mois et quarante

jours auquel sont subordonnées les déclarations de vacances. Si la succession réclamée par l'Etat a déjà été déclarée vacante et pourvue d'un curateur, la décision de l'Etat met fin à la gestion de ce dernier qui doit rendre compte.

La décision appartient uniquement à l'Administration, à l'exclusion des préfets. La succession est recueillie par le receveur près du Tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte ; c'est à ce receveur qu'il incombe de remplir les formalités prescrites par les articles 769 et 770 du Code civil.

L'Administration est tenue, aux termes de l'article 724, de demander l'envoi en possession au Tribunal, et celui-ci ne peut statuer qu'après trois publications et affiches, sur les conclusions du procureur de la République. Il résulte de là que deux jugements sont nécessaires : l'un qui autorise l'Administration à remplir les formalités de publication et affiches et à administrer provisoirement, l'autre qui lui accorde l'envoi en possession.

La demande de l'Administration doit être présentée par requête (art. 859 et 860, C. proc. civ.). Elle conclut : 1° à ce que le Domaine soit autorisé à remplir les formalités de publication et affiches, à faire les actes conservatoires nécessaires, à faire dresser inventaire, si ce n'est déjà fait, et, s'il y a lieu, à

administrer provisoirement l'hérédité ; 2° à ce qu'un extrait du jugement à intervenir soit dressé sur papier libre par le procureur et transmis par ce magistrat au ministre de la Justice (Circulaires des 28 janvier et 20 février 1806).

Le contradicteur de l'Administration dans l'instance est le ministère public.

Quelle preuve incombe à l'Etat lorsqu'il demande l'envoi en possession ? Tout demandeur doit prouver le fondement de sa prétention. Or, une opinion, considérant que l'Etat n'est appelé qu'à défaut d'autres successibles, décide qu'il doit prouver non seulement que des successeurs préférables ne se présentent pas ou sont inconnus, mais encore qu'il n'en existe pas (1). Cette manière de voir doit être repoussée et l'a été par la presque unanimité des auteurs. On peut observer d'abord que la preuve de la non-existence de successibles est impossible, puisqu'elle constitue la démonstration d'un fait négatif. En outre, une telle preuve n'est pas exigée par la loi ; il suffit qu'il ne se présente aucun successible. L'envoi en possession ne peut être décidé que d'après des vraisemblances et des présomptions, dont l'appréciation discrétionnaire est laissée au tribunal.

L'Etat fournira donc un acte de notoriété consta-

(1) Toullier, t. 2, n° 291.

tant qu'il n'y a pas de successibles préférables connus, ou que ceux-ci ont renoncé. Et cette preuve sera par elle-même suffisante. Mais il est possible que des révélations quelconques ou le bruit public fassent connaître au procureur de la République l'existence de successeurs préférables à l'Etat. En cette hypothèse, nous croyons que le jugement devra néanmoins être rendu en faveur de l'Etat. En effet, l'inaction des personnes appelées en première ligne à une hérédité équivaut à leur non-existence, en ce sens que les personnes ayant vocation en seconde ligne à cette hérédité sont, du moins à titre provisoire et aussi longtemps que dure l'inaction des premières, autorisées à gérer les biens héréditaires. La situation serait différente si l'acte de notoriété était contesté devant le tribunal par un successeur préférable à l'Etat ; cette contestation entraînerait de la part de ce successeur acceptation de l'hérédité et la demande de l'Etat devrait en conséquence être repoussée.

Si la prétention de l'Etat est accueillie, le tribunal ordonne qu'elle soit rendue publique au moyen de trois affiches et publications faites dans les formes et aux intervalles qu'il lui appartient de fixer dans son jugement. Puis intervient le jugement d'envoi en possession provisoire.

Une nouvelle phase de la procédure commence

alors. L'Etat, lorsque le délai fixé par le Tribunal est expiré, dépose une autre requête tendant à l'envoi du Domaine en possession définitive. Le jugement, rendu après audition du ministère public, ne peut prononcer qu'un envoi en possession définitif pur et simple. Un envoi conditionnel et provisoire ne se comprendrait pas, puisque la mort du *de cujus* est certaine. Ce jugement confère à l'Etat la possession de la succession en déshérence dont il a déjà, nous le verrons, la propriété depuis le jour de son ouverture. Cette propriété ne sera définitive, ainsi que nous le montrerons dans le chapitre suivant, que lorsque sera prescrite l'action en pétition d'hérédité, c'est-à-dire après trente ans.

CHAPITRE IV

LES EFFETS DU DROIT DE DÉSHÉRENCE

Demolombe nous semble avoir défini assez exactement la situation de l'Etat dans les termes que voici : « L'Etat n'est pas en réalité un héritier, ni un successeur, au sens technique de ce mot, car il acquiert à titre de déshérence, c'est-à-dire précisément en vertu d'un titre qui suppose nécessairement qu'il n'y a point du tout d'héritiers... Mais ce n'est pas moins la succession du *de cuius* qu'il recueille, c'est-à-dire l'universalité des biens que celui-ci a laissés. En conséquence, sa position vis-à-vis de cette succession doit être, sous beaucoup de rapports, activement et positivement, la même que celle d'un successeur irrégulier. C'est ainsi, d'une part, que l'Etat peut exercer tous les droits qui dépendent de cette espèce de succession irrégulière. Et pareillement, d'autre part, l'Etat est soumis à l'exercice de toutes les actions passives que des tiers peuvent avoir contre le défunt (1). »

(1) T. I, p. 259 et 262.

Successeur aux biens en vertu de son droit de souveraineté, l'Etat n'est pas un héritier : il ne continue pas la personne du défunt.

Il faut déterminer sa situation au point de vue actif et passif.

SECTION I. — Droits de l'Etat.

Si l'on se demande d'abord quels sont les droits de l'Etat, une première question se présente immédiatement à l'esprit.

L'Etat recueille-t-il tous les biens compris dans une succession en déshérence ?

D'une façon générale, et en principe, il est permis de répondre par l'affirmative.

Cependant en ce qui concerne certains biens particuliers, comme par exemple, le bénéfice d'une assurance sur la vie, les livrets de caisse d'épargne, les droits d'auteur, les brevets d'invention, des hésitations, des controverses peuvent se produire ; et c'est pourquoi, sans avoir la prétention de les étudier toutes, il est intéressant d'examiner rapidement ici quelques-unes des hypothèses qui peuvent se présenter dans la pratique.

Supposons une assurance sur la vie ou contre les accidents stipulée au profit des *héritiers*, de la *succession*, de l'assuré.

Que va-t-il advenir dans le cas où l'assuré viendrait à décéder sans laisser d'héritiers ? L'Etat recueillera-t-il le bénéfice de cette assurance ?

Une question préliminaire se pose : le capital assuré tombera-t-il ou non dans la succession, dans le patrimoine du *de cujus* ? En d'autres termes, le contrat d'assurance sur la vie conclu au profit de bénéficiaires indéterminés, *la succession, les héritiers, les ayants cause*, crée-t-il un droit propre au profit de ces bénéficiaires indéterminés, ou au contraire la créance contre l'assureur tombe-t-elle à la mort de l'assuré dans le patrimoine de ce dernier ?

Si l'on estime qu'il existe un droit propre au profit des bénéficiaires indéterminés, on sera conduit à admettre logiquement que l'Etat ne recueillera le bénéfice de l'assurance que s'il est un véritable *héritier*. Et ce n'est pas en vertu de son droit de déshérence qu'il recueillera la somme versée par la Compagnie, mais en vertu du droit propre que le contrat d'assurance avait fait naître sous condition suspensive à son profit, comme au profit de tous ceux qui pourraient, au décès de l'assuré, se dire ses héritiers.

Pendant longtemps, surtout à dater de 1860, les tribunaux considéraient que l'assuré traitant en vue d'attribuer le profit de l'opération à autrui, pour créer des ressources distinctes de son patrimoine, ce n'était pas remplir sa volonté que de faire tomber

dans ses biens sa créance contre l'assureur ; dès lors ils décidaient d'une façon générale que cette créance appartiendrait à toute personne gratifiée indépendamment de sa situation, de sa qualité, aussi bien quand le contrat ne précisait pas la personne appelée à toucher la somme fixée que lorsqu'il déterminait exactement le bénéficiaire ; ainsi le contrat visant les *héritiers* était, relativement au bénéfice, assimilé totalement à une police passée en faveur d'une personne que l'assuré nommait particulièrement (1).

Aujourd'hui, la jurisprudence a évolué. Elle décide que toutes les fois que le contrat a été conclu pour des personnes qui ne sont pas indiquées d'une manière suffisamment précise, il s'agit d'une stipulation dans le sens de l'article 1122 ; que cette stipulation ne fait pas acquérir un droit propre aux personnes que l'assuré avait en vue, et que le bénéfice de l'assurance ne pouvant rester en suspens, il doit fatalement, faute de précision, revenir aux seuls bien connus, ceux de l'assuré.

Toutefois, la volonté de l'assuré est prépondérante, et il appartiendra au juge du fond de décider ce que l'assuré a entendu faire et le sens qui doit être donné à la stipulation. Lorsqu'il sera reconnu que le contrat d'assurance doit être considéré comme conclu au

(1) Lefort, *L'Assurance sur la vie*, t. 2, p. 199 et 200 et les arrêts cités en note.

profit de tiers indéterminés, l'assureur sera bien toujours tenu d'acquitter la somme énoncée au contrat, mais cette somme tombera dans les biens de l'assuré ; elle constituera un actif de la succession, à ce titre elle sera partagée entre les héritiers et représentants d'après leurs droits héréditaires (1). Et comme dans l'hypothèse que nous envisageons, il s'agit d'une succession en déshérence et qu'il n'y a pas d'autre ayant droit que l'Etat, c'est à l'Etat qu'il appartiendra de recueillir, avec les autres biens formant le patrimoine du *de cuius*, le profit de l'opération, quelle que soit d'ailleurs l'opinion que l'on adopte sur la nature juridique du droit de l'Etat, soit qu'on le considère comme recueillant *jure hereditario*, ou comme usant purement et simplement de son droit de souveraineté sur les biens vacants et sans maître.

Sans doute, l'hypothèse d'une personne sans famille s'assurant au profit de sa *succession* paraît assez anormale. Et cependant le cas s'est produit et il a donné lieu à un arrêt qui mérite d'être signalé.

Il s'agissait en l'espèce d'un enfant naturel qui en 1884 avait contracté une assurance sur la vie au profit de ses héritiers, donataires ou légataires. L'assuré était mort accidentellement au mois d'avril 1885

(1) Lefort, *op. cit.*, p. 202 et suiv.

sans laisser de parents au degré successible. L'administration des Domaines s'était fait envoyer en possession des biens du *de cujus*, et se présentant comme successeur aux termes de l'article 768, elle réclamait le bénéfice de l'assurance sur la vie contractée par le défunt. La Société d'assurances résistait à la demande de l'administration de l'Enregistrement en prétendant notamment « que l'Etat ne saurait être considéré comme un héritier ni en droit, ni d'après l'intention certaine des parties ».

Adoptant les motifs du jugement du Tribunal de la Seine du 26 décembre 1888, la Cour de Paris, dans un arrêt du 14 février 1890 (1), rejeta les conclusions de la Société d'assurances et donna gain de cause à l'Etat.

« Attendu, dit la Cour, que sans doute le stipulant n'a pas eu en vue telle ou telle classe d'héritiers ou de successeurs, mais qu'il a stipulé d'une manière générale et sans aucune distinction pour ses héritiers, à savoir pour sa succession ; qu'il s'en est donc rapporté à la loi pour savoir qui représenterait cette succession ; — Attendu d'autre part que si l'Etat n'est pas un héritier dans le sens juridique de ce mot, l'enfant naturel (2), le conjoint survivant ne sont pas

(1) D. 1891.2.273, et la note.

(2) La loi du 25 mars 1896 a modifié depuis la situation des enfants naturels et en a fait de véritables héritiers.

davantage des héritiers ; que néanmoins, ils prennent dans les affections présumées de l'assuré une place assez importante pour qu'il soit inadmissible que celui-ci ait voulu les exclure du bénéfice de l'assurance ; que sous ce rapport encore, l'Etat, assimilé à l'enfant naturel et au conjoint survivant en ce qui concerne le droit successoral, doit être compris parmi les héritiers qui aux termes de la police sont appelés à profiter de l'assurance. »

On voit que dans cet arrêt, la Cour, après le Tribunal de la Seine, a interprété, dans un sens favorable à l'Etat, l'intention de l'assuré. Elle a répondu aux prétentions de la Société d'assurances qu'en droit l'Etat est un successeur irrégulier comme l'était, avant 1896, l'enfant naturel, comme l'est aujourd'hui encore le conjoint, c'est-à-dire tout au moins au sens courant, usuel du terme, un *héritier*, et qu'en fait l'intention du *de cujus* avait été de comprendre l'Etat au nombre de ses héritiers. Elle a donc décidé que l'Etat avait un droit propre à recueillir le bénéfice de l'assurance.

La solution était juridique. Elle est défendable. Mais faisait-elle une appréciation exacte de l'intention de l'assuré ? Il nous est tout au moins permis d'en douter.

A notre avis, il aurait été préférable de se placer à un point de vue autre que celui de l'intention pré-

sumée du défunt. En l'espèce, il s'agissait d'une assurance contractée au profit de bénéficiaires indéterminés ; en outre, la Compagnie avait appliqué ses tarifs généraux, et par conséquent il n'y avait aucune raison pour qu'elle pût se croire autorisée à garder pour elle la somme assurée, qu'elle devait incontestablement verser à un représentant quelconque de l'assuré. Le capital assuré retombait dans le patrimoine du *de cuius*, où l'Etat le recueillait avec les autres biens en vertu de son droit de déshérence.

La Cour aurait évité ainsi de se prononcer sur la question, toujours controversée, de savoir si l'Etat est ou n'est pas un *héritier* ; elle aurait évité aussi d'interpréter d'une façon fatalement arbitraire l'intention présumée du *de cuius*.

Il est vrai, et il convient de le faire remarquer, que la situation de l'Etat n'aurait pas été identique dans un cas comme dans l'autre : la solution adoptée par la Cour lui donne en effet un droit propre sur le capital assuré qui tombe directement dans son patrimoine où il est à l'abri des poursuites des créanciers de la succession. Au contraire, la solution que nous préconisons aurait fait tomber dans le patrimoine de l'assuré, le capital stipulé, qui serait ainsi venu grossir le gage des créanciers héréditaires, de sorte que l'Etat ne l'aurait recueilli que lorsque tous ces créanciers auraient été désintéressés.

Une question intéressante, qui peut encore se poser et qui s'est posée dans la pratique, est celle de l'attribution des livrets de caisse d'épargne dont les titulaires sont décédés sans laisser d'héritiers.

L'article 20 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne a attribué le montant des livrets de caisse d'épargne abandonnés, c'est-à-dire des livrets qui n'ont donné lieu à aucune opération pendant trente ans, aux caisses d'épargne et aux sociétés de secours mutuels possédant des caisses de retraite. Ce n'est qu'une fois la prescription accomplie que ces établissements peuvent invoquer leur droit ; et jusque-là les héritiers légitimes ou les successeurs irréguliers du titulaire du livret sont fondés à réclamer, dans la mesure de leurs droits, les sommes portées sur ce livret. Or, parmi les successeurs irréguliers figure l'Etat, au cas de succession en déshérence. Que ce soit en vertu d'un droit de souveraineté ou à titre d'héritier véritable, l'Etat doit pouvoir invoquer son droit de succession pendant les trente années qui suivront la dernière opération faite sur le livret. Quelle va être sa situation ? Quels vont être les droits de l'Etat ? Les caisses d'épargne, le Domaine et la jurisprudence n'étaient pas d'accord sur cette question et interprétaient différemment la loi de 1895.

Un arrêt de la Cour de cassation (Chambre civile)

du 14 février 1911 (1), rejetant le pourvoi fortement motivé de la Cour d'appel d'Aix du 26 mars 1904, reconnaît le droit de l'Etat sur les livrets de caisse d'épargne, ayant appartenu à des individus décédés sans laisser d'héritiers présomptifs, de même que sur tout autre élément de leur patrimoine.

La Cour de cassation décidait donc que l'Etat a, comme tout héritier ou successeur, trente ans pour réclamer les sommes déposées ; qu'il peut à tout moment, même dans les derniers jours du délai dont l'expiration entraînera prescription, interrompre cette prescription ; qu'il est parmi les intéressés à la publication au *Journal officiel* de l'avis prévu par l'article 4 de la loi du 7 mai 1853, six mois avant le terme de la période trentenaire, avis faisant connaître l'existence d'un compte abandonné au nom de telle personne désignée, et qu'il peut profiter de l'avis ainsi publié.

Il résultait en un mot de cette jurisprudence que l'article 20 de la loi de 1895 n'avait pas apporté de dérogations aux règles du droit civil, à l'article 768, et que ce n'est qu'à l'expiration du délai de trente ans que les caisses d'épargne et les sociétés de secours mutuels voient s'ouvrir leur droit sur les comptes

(1) *Gaz. Pal.*, 22 mars 1911, S. 1912.1.273, et la note de M. Delpech. Cf. note de M. Hémaré, *Rev. trim. de droit civil*, 1911, p. 481.

abandonnés par le titulaire ou ses héritiers et prescrits contre eux.

Cette doctrine de la Cour de cassation avait provoqué les protestations des mutualistes. Quant aux caisses d'épargne, elles prétendaient trouver dans les lois de 1853 et de 1895 un titre à primer l'Etat dans ses droits successoraux quant aux comptes abandonnés, tout comme les hospices l'évincent quant aux effets mobiliers des malades traités gratuitement, tout comme il est évincé dans différents autres cas par des établissements publics. C'est, prétendaient-elles, en rémunération du service rendu par la longue gestion des dépôts que la loi de 1853 attribua aux caisses d'épargne la partie des comptes abandonnés non convertissable en rente. Or, la loi de 1895 prononçant avec plus de hardiesse à l'encontre des déposants, la prescription n'a rien changé au principe ; elle l'a au contraire affirmé et accusé en faisant participer, conjointement avec les caisses d'épargne, les sociétés de secours mutuels, à l'effet libératoire de la prescription.

La question présentait un certain intérêt, car l'importance numérique et pécuniaire des comptes abandonnés est réelle. Les caisses d'épargne et les sociétés de secours mutuels les réclamaient tous, en invoquant cet argument que l'Etat, législateur, ayant fait entrevoir une libéralité à ces institutions, ne de-

vait pas pouvoir la reprendre en qualité de successeur irrégulier (1).

Le Domaine et les Juridictions mettaient seulement, en dehors de la revendication de l'Etat, les sommes que la prescription trentenaire aura rendues disponibles et qui, sous l'empire de la loi de 1853, auraient été converties en rentes indéfiniment à la disposition des déposants.

M. Delpech, dans sa note sous l'arrêt précité, estimait plus juridique d'adopter une opinion moyenne et du reste assez stricte : la volonté certaine du législateur est de faire une libéralité aux sociétés de secours mutuels et aux caisses d'épargne ; par contre, cette volonté ne fut point exprimée en termes assez précis pour fonder une dérogation aux règles très générales de la vocation héréditaire de l'Etat. Dans ces conditions, faute par la Régie d'avoir, dans les délais utiles, obtenu l'envoi définitif en possession de l'universalité juridique du défunt ou du présumé absent, celle-ci devrait être dans l'impossibilité de mettre à profit les publications ordonnées par la loi de 1853.

Nous avons vu que cette interprétation ne fut point celle de la Cour de cassation dans l'arrêt de 1911. Elle est imposée aujourd'hui par l'article 120

(1) *Journal des caisses d'épargne*, 1900, p. 26.

de la loi de finances du 13 juillet 1911, qui mit fin aux controverses soulevées par cet arrêt. « Les sommes que détiennent les caisses d'épargne, au compte des déposants, qui auront fait l'objet des publications annuelles visées dans l'article 4 de la loi du 7 mai 1853, ne pourront à partir de ces publications être réclamées par l'Etat en cas de déshérence ou de déclaration d'absence (1). »

Ce texte dénie donc désormais à l'Etat à partir des publications au *Journal officiel* toute prétention sur les comptes abandonnés, quelque important que soit leur chiffre et quelque certain que soit leur caractère d'éléments additionnels d'une succession déjà appréhendée par le Domaine. Il n'a trait d'ailleurs qu'au montant en espèces des livrets abandonnés et aux mesures conservatoires tentées jadis par le Domaine moins de six mois avant l'échéance de la prescription trentenaire. Les inscriptions de rente que les caisses d'épargne ont remises à la Caisse des dépôts et consignations en exécution de la loi de 1853 et jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de 1895, y demeurent imprescriptibles, et bénéficieront au Trésor. En outre, le droit héréditaire de l'Etat reste intact eu égard aux sommes déposées dans les caisses d'épargne par des individus morts sans héritier ou disparus sans nouvelles, si bien que le Domaine

(1) V. la note 205-207, S. et P., *Lois annotées de 1912*, p. 244.

pourra les appréhender, à condition d'en avoir connu l'existence et poursuivi le recouvrement dès avant les publications des caisses d'épargne.

On voit que le fisc garde encore un grand avantage sur les Caisses d'épargne et les Sociétés de secours mutuels, avantage que certains pourront trouver critiquable et excessif.

Des hésitations, des controverses, ont pu se produire également en ce qui concerne les droits d'auteur et les brevets d'invention.

Considéré comme héritier, l'Etat doit pouvoir prétendre recueillir ces biens dans la succession en déshérence, comme les aurait recueillis tout autre héritier. Cette conséquence a été admise par le droit suisse ; elle a été écartée par le droit allemand qui cependant, nous l'avons vu, reconnaît à l'Etat la qualité d'héritier.

Quelle est en droit français la situation de l'Etat ? Pourra-t-il recueillir par voie de déshérence le bénéfice des droits d'auteur et celui d'un brevet d'invention ?

En ce qui concerne les brevets d'invention, la question reste controversée en doctrine ; elle n'a pas encore été, du moins à notre connaissance, tranchée par la jurisprudence. Mais on ne voit pas pour quel motif on refuserait à l'Etat la possibilité de recueillir cet élément actif de l'hérédité, si l'on admet avec

l'opinion commune que l'Etat peut acquérir un brevet d'invention (1).

Quant à la question des droits d'auteur, elle ne présente plus de difficultés aujourd'hui, puisque la loi de 1866, dans le dernier alinéa de son article 1^{er}, dispose que « *lorsque la succession est dévolue à l'Etat, le droit exclusif s'éteint sans préjudice du droit des créanciers et de l'exécution des traités de cession qui ont pu être consentis par l'auteur ou ses représentants* ».

Cette disposition est une innovation de la loi de 1866 qui répondait sur ce point aux critiques des auteurs qui se plaignaient de voir le domaine privé de l'Etat s'enrichir aux dépens du domaine public, c'est-à-dire du domaine de tous les citoyens. La loi du 14 juillet 1866 a voulu prendre une mesure libérale en disant que l'Etat, qui n'est du reste que le représentant de l'intérêt général, abandonnerait au public l'exploitation des œuvres dont l'auteur est mort en état de déshérence. Les auteurs de la loi étaient d'ailleurs imbus de cette idée que le droit d'auteur dérivait non du droit naturel, mais d'une simple concession légale ; ils trouvaient donc logique de supprimer, en cas de déshérence, le privilège qui n'avait de raison d'être qu'en faveur des auteurs

(1) Cass., 25 janvier 1856 (motifs), S. 56.1.278.

ou de leurs représentants : il n'y avait pas lieu de maintenir ce privilège en faveur de l'Etat.

La loi de 1866 renferme cependant deux exceptions au principe de l'attribution au domaine public en cas de déshérence. La première vise le cas où l'auteur ou ses représentants ont cédé à un éditeur la propriété littéraire. Si au moment où la succession est dévolue à l'Etat, il existe des cessions dont le terme n'est pas expiré, comme il serait rigoureux que la déshérence entraînant la chute du droit, le titre d'hérédité de l'Etat subsiste avec ses charges et ses avantages jusqu'à l'expiration de la cession. Ainsi, quand l'auteur n'a pas reçu, de son vivant, le prix intégral des cessions, et qu'aucun créancier ne se présente pour recevoir ce prix, on rentre dans la règle générale du Code civil, et c'est l'Etat qui recueille, par voie de déshérence, les sommes dues par l'éditeur.

La seconde exception prévue par la loi de 1866 a été édictée en faveur des créanciers. Tant qu'ils ne sont pas désintéressés, la règle de l'attribution de la propriété littéraire au domaine public est suspendue jusqu'à l'expiration de la durée normale des cinquante ans.

Pour en terminer avec l'étude des différentes hypothèses où les droits de l'Etat peuvent être discutés, indiquons encore que dans les pays où les substitutions sont permises, on pourra se demander si l'Etat

est admis à venir comme institué au second degré. La réponse à cette question sera affirmative si l'on regarde l'Etat comme un héritier, négative si on lui conteste cette qualité. Nous avons vu cependant que l'article 2104 B. G. B. du Code civil allemand ne permet pas à l'Etat de venir comme arrière-héritier dans une substitution.

Sous les réserves, et en dehors des controverses que nous venons d'indiquer, l'Etat aura tous les droits du précédent propriétaire des biens tombés en déshérence. Mais il n'en aura pas plus que lui. Ainsi il ne pourra exercer son droit que sur les biens dont le défunt était en possession et qu'il possédait à titre de maître et de propriétaire, et non sur ceux dont le *de cujus* était bien propriétaire, mais qui étaient possédés *animo domini* par un autre ; contre ce dernier il ne pourra agir que par action réelle en vue du délaissement. De même, l'Etat n'a aucun droit sur les biens détenus par le défunt comme usufruitier, l'usufruit étant un droit personnel qui s'éteint par la mort du *de cujus*. Si le défunt avait un bail, il faut juridiquement décider que l'Etat pourra le conduire jusqu'à expiration en payant le loyer et que le propriétaire pourra même obliger l'Etat à continuer ce bail ; toutefois, il convient de n'accepter cette solution que sous cette réserve que l'Etat n'est tenu du passif que dans la seule mesure de l'émolument recueilli.

A quel moment l'Etat acquiert-il la propriété des biens en déshérence ? Certains auteurs ont prétendu que l'Etat n'est d'abord que l'administrateur de la succession en déshérence, qu'il peut en jouir, mais non en disposer, et que c'est seulement l'achèvement de la prescription trentenaire qui le rend propriétaire (1). Ce système est inadmissible. Il tend en effet à établir en notre matière une distinction analogue à celle qui existe entre l'envoi provisoire et l'envoi en possession définitif en matière d'absence. Or, les deux hypothèses n'ont rien de commun. Quand il s'agit d'un absent, son retour est toujours possible ; c'est pourquoi la loi s'est bornée à confier un dépôt à l'héritier. Mais en cas de déshérence, la présomption légale est qu'il n'y a pas d'héritiers ; la succession doit donc être dévolue en toute propriété à l'Etat. Du reste, le Code ne parle que d'un seul envoi en possession : ce ne peut être qu'un envoi en possession définitif. Les garanties de restitution que l'on exige de l'Etat, pour le cas où des héritiers se présenteraient, ne dénaturent nullement son droit et n'empêchent pas qu'il doive être considéré comme successeur en vertu de sa souveraineté, dès l'ouverture de la succession.

Il faut éviter de confondre la possession et la pro-

(1) Toullier, t. 4, p. 289 ; Dalloz, V° *Successions*, n° 499 ; Laurent, t. 9, p. 187.

priété. Le but de l'envoi en possession, avec ses affiches et ses publications, est d'informer les héritiers possibles et de les mettre en demeure d'exercer leurs droits. Mais l'envoi en possession n'est point une condition suspensive à l'accomplissement de laquelle soit subordonnée l'acquisition du droit de propriété de l'Etat. Celui-ci est propriétaire avant d'être possesseur.

L'Etat acquiert de plein droit la propriété des biens héréditaires dès le moment du décès du *de cuius*. Quelles qu'aient été à cet égard les décisions du droit romain et de notre ancien droit, elles ne sauraient infirmer une solution qui découle clairement des textes du Code civil. L'article 539 dit : « Les biens des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, *appartiennent* à l'Etat. » L'article 713 dispose : « Les biens sans maître *appartiennent* à l'Etat. » Aux termes de l'article 723, « les biens passent à l'Etat à défaut d'autre successeur », et aux termes de l'article 768 : « à défaut de conjoint survivant, la succession est *acquise* à l'Etat ».

Mais si ces textes conduisent à reconnaître à l'Etat une acquisition de propriété *a die mortis*, cela ne veut pas dire que cette propriété soit irrévocable. Elle est essentiellement résoluble par la représentation de l'héritier dans les délais fixés par la loi. Durant trente ans, l'article 789 permet aux héritiers de

former leur demande en pétition d'hérédité. Et c'est seulement à l'expiration de ce temps, lorsqu'il est certain qu'aucun héritier ne peut le supplanter par suite de la prescription de l'action en pétition d'hérédité, que le fisc devient propriétaire définitif et incommutable.

Si l'Etat demeure ainsi propriétaire, tous les actes qu'il a accomplis dans l'intervalle sont valables, qu'il ait, ou non, rempli les formalités de l'envoi en possession.

Mais l'Etat peut être évincé. Et cette éviction soulève plusieurs questions qu'il importe d'examiner.

D'abord l'éviction peut se produire dans deux hypothèses.

La première est celle où des héritiers qui ne sont pas présentés réclament la succession. Ceux-ci doivent avoir accepté la succession dans les trente ans du décès (art. 789), sinon, même en admettant que l'Etat ne possédât pas depuis trente ans, il pourrait repousser leur prétention en arguant de leur défaut de qualité. Si les héritiers acceptent la succession dans le délai, mais n'intentent la pétition d'hérédité que plus de trente ans après la possession de l'Etat, celui-ci les repoussera encore en invoquant la prescription acquisitive de la propriété.

La deuxième hypothèse possible d'éviction de l'Etat est celle où des héritiers qui ont formellement

renoncé se ravisent et réclament la succession. Aux termes de l'article 790, ils peuvent exercer cette réclamation à deux conditions : 1° que la prescription de leur droit d'accepter ne soit pas acquise ; 2° que la succession n'ait encore été acceptée par aucun héritier.

La seconde de ces conditions va nous retenir d'abord. Est-elle défaillie lorsque l'Etat a recueilli les biens à titre de déshérence ? Non, à notre avis, car l'Etat n'est pas un héritier dans notre droit. Au surplus, la situation de l'Etat est différente, au point de vue spécial qui nous occupe, de celle des héritiers. Ceux-ci ont appréhendé la succession à la suite de la renonciation des premiers appelés ; ils doivent être certains de leur possession et il n'est pas admissible que l'on se décharge sur d'autres d'une liquidation difficile ou dangereuse pour n'avoir plus ensuite qu'à rétracter sa renonciation en vue de toucher l'actif net. Au contraire, l'Etat n'avait pas compté sur le bénéfice de la succession ; il ne craint pas d'en supporter les charges puisqu'il n'est jamais tenu qu'*intra vires* ; la liquidation ne lui coûte rien, puisqu'il a des agents chargés de ce travail ; ajoutons qu'il ne doit pas s'enrichir au détriment des familles.

L'autre condition requise par l'article 790 est que la prescription du droit d'accepter ne soit pas encore acquise. Supposons que l'Etat ait le droit de répudier

la succession et qu'il l'ait exercé. La succession est alors vacante. Les héritiers pourront-ils toujours la revendiquer? La réponse doit, à notre avis, être affirmative. Il est vrai que l'article 789 établit une prescription de la faculté d'accepter, mais d'après l'article 2219, la prescription suppose nécessairement un droit acquis à un tiers; elle ne peut se concevoir tant qu'il n'y a pas une personne intéressée qui se soit saisie de ce droit, et une prescription ne peut dépouiller une personne d'un droit sans attribuer ce droit à une autre personne. Objectera-t-on le droit de l'Etat à se prévaloir de cette prescription? Nous répondrons que, pour opposer une prescription, il faut avoir des droits, et que l'Etat n'en a pas tant qu'il n'a pas appréhendé la succession. L'article 768 lui donne le droit de se porter successeur; s'il n'en a pas usé, l'héritier qui vient réclamer son droit se trouve dans la même position que lui, et même en meilleure position, puisque son rang est préférable. Ce système qui a été consacré par un certain nombre de décisions judiciaires (1) a l'avantage de réduire le nombre des successions vacantes.

Lorsque l'Etat sera évincé, quel sera le sort des actes par lui accomplis? Sa situation devra être

(1) Riom, 25 mai 1810, S. 1811.2.320; Bordeaux, 6 mai 1841, S. 1841.2.244; Douai, 30 novembre 1854, S. 55.2.263; Paris, 11 décembre 1858, D. 58.2.222.

appréciée, comme celle de l'héritier apparent, au regard de la distinction entre la possession de bonne foi et la possession de mauvaise foi. L'Etat est de bonne foi lorsqu'il se croit légitimement propriétaire de la succession, ce qui sera le cas ordinaire ; il est encore de bonne foi s'il a appréhendé la succession en présence de parents successibles, mais restés inactifs. Mais il serait de mauvaise foi s'il savait que l'inaction de ces parents provenait de leur ignorance de l'ouverture de la succession. L'omission des formalités de l'envoi en possession ne serait nullement constitutive de la mauvaise foi, si elle dérivait de la loyale conviction qu'il n'y a pas d'héritiers, ou du désir d'épargner des frais jugés inutiles. Inversement, l'accomplissement des formalités de l'envoi en possession, s'il est en principe de nature à fortifier la présomption de bonne foi qui s'attache à tout possesseur muni d'un titre, n'empêcherait pas l'Etat d'être considéré comme de mauvaise foi, s'il avait connu des parents successibles ou s'il avait su que leur négligence à recueillir la succession ne venait que de leur ignorance de son ouverture. Il va sans dire que, conformément à la règle générale, la bonne foi de l'Etat sera toujours présumée.

L'application de la distinction précédente ne paraît pas soulever de difficultés. L'Etat de bonne foi fera les fruits siens, non seulement du jour de l'en-

voit en possession, mais du jour de l'ouverture de la succession, puisque c'est à partir de ce jour qu'il est devenu propriétaire. En cas de mauvaise foi, il devra restituer tous ceux qu'il a perçus et même la valeur de ceux qu'il a négligé de percevoir. Si, tout en étant de bonne foi, l'Etat n'a pas accompli les formalités de publicité, et si, par suite de cette négligence, les héritiers ont ignoré l'ouverture de la succession, il est juste que ceux-ci reçoivent des dommages-intérêts ; le juge fera entrer dans leur liquidation la valeur des fruits perçus par l'Etat.

Que décider maintenant en ce qui concerne les actes passés avec des tiers par l'Etat ensuite évincé ? Il est admis que le possesseur de bonne foi ne restitue au véritable héritier que les profits qu'il a retirés de la succession, tandis que s'il est de mauvaise foi, il est tenu de réparer tout le dommage causé. Cette règle s'applique à l'Etat. Si donc l'Etat a aliéné à titre onéreux les objets faisant partie de l'hérédité, il est tenu de restituer à l'héritier le prix de ces objets, fût-il supérieur à leur valeur, mais il ne doit que cela, s'il est de bonne foi ; en cas de mauvaise foi, au contraire, il doit indemnité de tout le préjudice causé à l'héritier par l'aliénation, notamment de celui d'une vente consentie à un prix inférieur à la valeur de la chose. S'il s'agit d'une aliénation à titre gratuit, l'Etat de bonne foi ne doit aucune indem-

nité ; mais de mauvaise foi, il doit la réparation du préjudice.

D'autre part, il n'est pas douteux que les actes d'administration seront maintenus ; il en sera de même des aliénations de meubles corporels, l'acquéreur étant protégé par la maxime : « En fait de meubles, possession vaut titre. » Quant aux aliénations à titre gratuit, et spécialement aux donations d'immeubles, elles seront certainement nulles.

L'incertitude ne peut donc porter que sur les aliénations d'immeubles à titre onéreux. Or, il convient, croyons-nous, en raison de l'analogie qui existe entre la situation de l'Etat et celle de l'héritier apparent, à notre point de vue, de décider que ces aliénations par l'Etat seront valables ou nulles suivant que le tiers acquéreur aura été de bonne ou de mauvaise foi.

En ce qui concerne les aliénations consenties par l'héritier apparent, la doctrine a émis un certain nombre de systèmes dans l'exposé desquels nous n'avons pas à entrer. Ceux qui ont admis la validité de tels actes ont différé sur les conditions nécessaires à cette validité. D'après certains auteurs, vendeur et acquéreur doivent être de bonne foi ; d'autres ont regardé la bonne foi de l'acquéreur comme suffisante.

Nous ralliant à cette dernière théorie, nous dirons

donc qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper de la bonne ou mauvaise foi de l'Etat aliénateur, et nous n'admettrons la validité des aliénations qu'il a consenties qu'en cas de bonne foi de l'acquéreur. Or, celui-ci n'est certainement pas de bonne foi lorsqu'il a traité avec l'Etat non envoyé en possession, ou du moins, il a fait preuve d'une trop grande négligence pour être excusable. S'il avait pris la peine de s'informer, il aurait appris que l'Etat n'était pas en-règle, et dès lors il ne pouvait le regarder comme propriétaire définitif; en traitant avec lui, il s'exposait à toutes les chances de dépossession de son vendeur. Au contraire, si l'Etat s'est fait envoyer en possession, sa position est la même que celle de l'héritier légitime apparent. On ne voit alors aucune raison de traiter le tiers acquéreur qui tient ses droits du Domaine plus mal que celui qui tient ses droits d'un héritier apparent. Bien plus, son erreur a été plus invincible encore, puisqu'il a traité avec l'Etat et sur la foi d'un acte émanant de l'autorité judiciaire.

Quelques observations sont encore nécessaires au sujet de l'éviction de l'Etat.

Celui-ci a droit au remboursement des frais que lui ont coûté les formalités de l'envoi en possession; ces frais, en effet, ont été faits dans l'intérêt du revendiquant (1). D'autre part, les dépenses néces-

(1) Paris, 17 janvier 1851, D. 51.2 69; Paris, 11 juillet 1854, D. 55.2.144.

saires ou utiles faites à l'occasion des biens héréditaires seront réglées entre le Domaine et l'héritier suivant les principes du droit commun. L'Etat ne sera pas responsable des prescriptions qu'il a laissé courir, car, ce faisant, il a usé d'un droit qui appartient à tout propriétaire (1). Même dans le cas où l'héritier était mineur dans le temps où la prescription s'est achevée, il en subit l'effet et n'a aucun recours contre l'Etat ; la prescription n'est pas suspendue à son profit (2). Rappelons enfin que la durée de l'action en pétition d'hérédité est de trente ans à compter de l'ouverture de la succession et qu'aucune distinction n'est à faire à cet égard entre les héritiers légitimes et les successeurs irréguliers (3). Cette prescription de l'action en pétition d'hérédité ne doit pas d'ailleurs être confondue avec la prescription du droit d'accepter ou de répudier de l'article 789. L'hypothèse prévue par ce texte est celle de l'inaction de l'héritier durant trente ans. L'exercice de l'action en pétition d'hérédité suppose que l'héritier a accepté, puisqu'elle met en jeu le droit héréditaire. Le successeur qui ne s'est pas décidé dans les trente ans n'est plus héritier, il ne peut plus intenter l'action ; l'Etat repoussera sa demande quelle que soit la durée

(1) Conseil d'Etat, 14 décembre 1837, S. 38.2.186.

(2) Nîmes, 16 janvier 1850, D. 51.2.126.

(3) Cass., 13 juin 1855, D. 55.1.689.

de sa possession, en invoquant son défaut de qualité. Au contraire, si le successible accepte dans le délai, l'Etat ne pourra le repousser que si trente ans se sont écoulés depuis le décès, car ce n'est qu'à l'expiration de ce temps que l'Etat sera devenu propriétaire définitif.

SECTION II. — Obligations de l'Etat.

Si nous négligeons ici les obligations éventuelles relatives à la restitution de l'hérédité, dont nous nous sommes occupé en étudiant l'étendue du droit de l'Etat, nous pouvons classer en trois catégories principales les obligations du Domaine en notre matière :

1° Celles relatives à l'administration antérieure à l'envoi en possession ;

2° Celles concernant la gestion postérieure à cet envoi ;

3° Celles qui ont trait au paiement du passif.

Avant l'envoi en possession, le Domaine a l'administration provisoire des biens. Il doit se borner aux actes nécessaires et se renfermer dans les limites fixées par le Tribunal ; si un acte non autorisé devenait nécessaire ou opportun, il lui faudrait agir par voie de requête supplémentaire.

Mais dès l'instant où le jugement d'envoi en possession a été obtenu, les obligations du Domaine

augmentent corrélativement à ses droits. L'idée essentielle à poser ici, c'est que l'Etat doit, en prévision de l'action en revendication de l'hérédité à laquelle il demeure exposé jusqu'à l'accomplissement de la prescription trentenaire, conserver en nature les biens non sujets à dépérissement et dont l'aliénation n'est pas devenue nécessaire. L'aliénation des immeubles doit être autorisée par justice et ne peut avoir lieu qu'en cas de nécessité urgente ; elle se fait dans les formes établies par le Code de procédure civile pour les ventes d'immeubles dépendant des successions bénéficiaires. De même les titres nominatifs ne peuvent être aliénés sans autorisation de justice. Quant au mobilier de la succession, il doit être vendu aux enchères, et, d'autre part, les titres au porteur doivent être déposés au Trésor (circulaire du 4 septembre 1863). Au receveur compétent, il incombe de recouvrer les créances successorales, de renouveler en temps utile les inscriptions hypothécaires, d'en donner mainlevée le cas échéant, de payer les contributions et de percevoir les loyers des immeubles.

Ce sont les obligations relatives au paiement du passif qui doivent surtout retenir notre attention.

Le jugement d'envoi en possession rend les créanciers du défunt créanciers de l'Etat ; ceux-ci doivent en conséquence faire liquider, ordonnancer et payer

leurs créances dans les cinq ans à compter de l'exercice pendant lequel le jugement d'envoi en possession a été rendu. Le paiement des dettes et legs se fait suivant les règles du droit commun. S'il y a opposition, les créanciers sont renvoyés devant le Tribunal qui règle l'ordre dans lequel ils seront payés. S'il n'y a pas de contestation, le préfet autorise les paiements, après avoir opéré la liquidation (décision du ministre des Finances, 13 août 1832). Il ne nous semble pas douteux que les créanciers ayant leur privilège général sur les meubles (art. 2101 C. civ.) peuvent être payés avant l'envoi en possession si les deniers disponibles de la succession sont suffisants. Quant aux créanciers ordinaires, ils doivent attendre l'envoi en possession.

Si le défunt était usufruitier, le Domaine doit remettre au nu-propriétaire les biens détenus à titre d'usufruit.

Les applications importent ici beaucoup moins que le principe lui-même.

Le Domaine recueille les successions en déshérence telles qu'elles sont. L'Etat a l'obligation de payer les dettes successorales : *bona non intelliguntur, nisi deducto ære alieno*. Et il faut entendre par là toutes les charges, telles que frais, legs particuliers, etc... Mais l'Etat n'étant que successeur aux biens, et non continuateur de la personne, il n'est tenu qu'*intra vires hereditatis*.

A la vérité, on pourrait se demander si la conception de la souveraineté ne suppose pas pour l'Etat l'exonération de toutes les dettes du défunt, tandis que la conception du droit de successibilité expliquerait très bien pourquoi l'Etat ne recueille l'actif héréditaire qu'après la soustraction du passif. Il suffirait, dans cette dernière manière de voir, de considérer l'Etat comme un héritier bénéficiaire nécessaire.

Mais en réalité, la réponse que l'on fournit au problème de la nature du droit de l'Etat n'a pas d'importance pratique, au point de vue particulier qui est le nôtre en ce moment.

Quel que soit le titre, souverain ou héritier, en vertu duquel l'Etat recueille les successions en déshérence, il est certain qu'il n'en prendra l'actif que déduction faite du passif. Même si la loi attribue les successions à l'Etat en sa qualité de souverain, elle ne manque pas d'ordonner de déduire le passif de l'actif. On comprend que l'Etat appréhende au même titre juridique les biens vacants isolés et les universalités, et que d'autre part, l'organisation de l'acquisition diffère dans les deux hypothèses.

L'Etat, pour n'être tenu des dettes grevant les biens qui lui échoient que dans la limite de son émolument, n'est pas obligé de faire une déclaration de bénéfice d'inventaire. Il jouit de plein droit de ce

bénéfice. Cette différence découle du principe supérieur en vertu duquel l'Etat ne peut être grevé de dettes non votées comme dépenses publiques.

Si, pourtant, l'Etat avait négligé de faire inventaire, les créanciers pourraient employer tous les moyens pour prouver la consistance des biens. La perte qui pourrait résulter de ce fait pour l'Etat devrait être mise au compte de sa négligence (1).

(1) Rappelons qu'aux termes de l'article 592 du Code civil suisse, toute succession dévolue au canton ou à la commune est inventoriée d'office.

CONCLUSIONS

L'Etat recueille en France les successions en déshérence à titre de souverain. La conception de l'Etat héritier ne cadre pas, nous croyons l'avoir montré, avec notre législation positive actuelle. Fondé sur l'idée traditionnelle de famille et d'affection présumée du défunt, notre droit successoral tend logiquement à exclure l'Etat du nombre des héritiers. Mais à l'idée individualiste qui a présidé à l'organisation de notre système successoral, on a vu se substituer peu à peu, au cours du xix^e siècle, une conception nouvelle d'après laquelle les successions doivent être dévolues, non pas conformément aux volontés probables des défunts, mais selon leurs devoirs envers la famille et la collectivité. Débiteur de la société, l'individu doit s'acquitter à sa mort, envers elle, en lui laissant recueillir ses biens immédiatement après ses propres parents, et à titre de véritable héritier.

Cette conception solidariste s'est réalisée dans les législations récentes de l'Allemagne et de la Suisse. En France même, nous avons constaté une tendance doctrinale et jurisprudentielle vers sa réalisation. Certains auteurs ont prétendu que, même sous l'em-

pire de nos lois positives, l'Etat serait appelé aux successions, à défaut de parents successibles et de conjoint, non en vertu de sa souveraineté, mais en vertu d'un véritable titre d'héritier. Et d'autre part, lorsque s'est posée la question de savoir quelle pouvait être la valeur d'une clause d'exhérédation collective non accompagnée d'une institution de légataire, la jurisprudence à partir du début du présent siècle a paru incliner vers la notion d'un droit héréditaire de l'Etat. Sans doute les décisions dont nous parlons s'expliquent dans une certaine mesure par une interprétation de la volonté du disposant, et, par là, elles se rattachent encore à l'idée traditionnelle sur laquelle repose notre droit successoral, mais il n'en est pas moins vrai que, considérées en elles-mêmes, elles cadrent avec la théorie suivant laquelle l'Etat serait appelé aux successions au même titre, quoique avec un rang inférieur, que les autres héritiers.

Il s'agit donc de savoir s'il convient de donner satisfaction à la tendance observée et si le législateur français serait bien inspiré en consacrant, à l'exemple des législations allemande et suisse, la conception de l'Etat héritier des successions en déshérence ? A cette question, chaque esprit répondra suivant ses préférences, politiques, économiques et sociales.

Si pour notre part, nous cherchons à envisager ce problème législatif d'un regard objectif, nous som-

mes amenés à reconnaître que les transformations économique-sociales tendent à fonder le droit successoral sur le principe du groupement social et des devoirs de l'individu envers ce groupement. Nous renvoyons ici aux développements contenus dans le chapitre relatif à la nature du droit de l'Etat. L'évolution dont il s'agit se remarque dans tous les pays et nous ne voyons pas pourquoi notre législateur aurait tort d'en tenir compte.

Si l'on accepte ainsi en principe la conception de l'Etat héritier des successions en déshérence, il reste à l'organiser pratiquement. Cette organisation implique la solution de trois questions principales :

1° Quel sera l'attributaire de ces successions ? Sera-ce l'Etat lui-même ou une autre collectivité ?

2° Quels seront les droits et les obligations de cet attributaire ?

3° Quel emploi sera fait des successions ainsi attribuées ?

Actuellement en France, c'est l'Etat lui-même qui recueille (comme souverain) les successions en déshérence. En Allemagne, l'Etat est héritier de ces mêmes successions. Mais tandis qu'en France, l'Etat se confond avec la nation tout entière, le Code civil allemand a dû tenir compte de la forme fédérale de l'Empire. Normalement, c'est donc le fisc de l'Etat confédéré qui devient héritier légal, en l'absence de

parents. Quant au fisc du Reich, il ne recueille que lorsque le *de cuius* allemand n'appartient à aucun Etat confédéré (art. 1936, al. 1 et 2). Au surplus, les dispositions particulières des Etats confédérés sont réservées en ce qui concerne l'attribution du droit successoral, soit au fisc, soit à des corps publics (communes, cours de justice), soit à des fondations et à des établissements d'assistance (loi d'introduction du Code civil allemand, art. 138 et 139). En Suisse, la succession en déshérence est dévolue *jure hereditario* au canton du dernier domicile ou à la commune désignée par la législation de ce canton (art. 466 C. civ. suisse).

Quel devrait être en France l'attributaire du droit de successibilité ? Il est permis, au premier abord, d'hésiter entre l'Etat lui-même et la commune. Celle-ci n'est-elle pas le véritable centre de l'activité de l'individu ? N'est-ce pas elle qui représente sa famille quand il en est dépourvu, et n'est-ce pas aux institutions municipales qu'il s'intéresse le plus de son vivant et qu'il destine ses libéralités entre vifs et testamentaires ? Le principe du groupement social étant placé à la base du droit successoral, ne doit-on pas en déduire que, à défaut de la famille regardée comme le groupement le plus étroit et le plus proche de l'individu, il faut donner la succession à la collectivité la plus proche après elle, c'est-à-dire

à la commune ? Soit qu'on interroge les préférences des individus, soit qu'on ait égard à leurs obligations, on rencontre donc toujours la commune avant l'Etat. Non seulement des auteurs allemands et suisses, mais un professeur français (1), se sont prononcés en ce sens.

Mais des arguments à notre avis péremptoires doivent faire écarter cette attribution à la commune. Attribuer la succession à la commune où est né le *de cujus*, c'est établir une règle sur les hasards de la naissance ; on ne peut guère imaginer rien de moins rationnel. L'attribuera-t-on à la commune du dernier domicile ? On créera une choquante inégalité entre les communes peuplées, les grandes villes fortunées et les petites communes rurales. Enfin, il paraît bien certain que si l'on éparpille dans les caisses communales les successions en déshérence, on ne pourra faire aucune œuvre socialement utile. Des établissements publics ne sauraient vivre qu'avec de larges ressources livrant un champ d'activité étendu ; les œuvres municipales d'assistance créées à l'aide des fonds recueillis dans les successions dont il s'agit seraient, pour la plupart, condamnées à l'impuissance (2). Ces considérations conduisent à attribuer

(1) Saleilles, à son cours de doctorat à la Faculté de Paris, de 1908-1909.

(2) En ce sens : Vallier, *op. cit.*, n° 951 ; Turgeon, *Le socialisme et le droit d'hérédité* ; Cassin, *op. cit.*, p. 102.

à l'Etat lui-même les successions, à défaut de parents et de conjoint.

Les droits et les obligations de l'Etat se trouveront modifiés par la transformation de son titre de souverain en titre d'héritier. Dans quelle mesure ? Recueillant aujourd'hui les biens héréditaires au même titre que les biens vacants isolés, l'Etat semble logiquement ne pouvoir les refuser ; c'est la solution que nous avons admise sous la réserve que l'Etat ne sera jamais tenu du passif au delà de son émolument. Mais si la qualité d'héritier est reconnue à l'Etat, il faudra décider qu'il pourra, de même que tout héritier, répudier une succession, soit pour insolvabilité, soit pour tout autre motif qui lui paraîtra bon. Il n'y aura d'autre part aucun obstacle à ce que l'Etat, succédant aux biens *jure hereditario*, recueille tous les biens compris dans la succession (bénéfice d'une police d'assurance sur la vie, ou contre les accidents au profit des héritiers, brevets d'invention, et même sauf controverse possible, droits d'auteur). S'il arrive que le défunt ait par testament prononcé l'exhérédation de tous ses héritiers sans instituer aucun légataire, cette exhérédation générale équivaldra à l'institution de l'Etat comme légataire universel. Enfin si l'on suppose un *de cujus* Français mort à l'étranger, son héritage sera dévolu à la France, puisque les dispositions légales relatives

à la vocation successorale des héritiers sont de statut personnel.

Au point de vue passif, l'Etat héritier jouissant de plein droit du bénéfice d'inventaire ne sera tenu des dettes successorales que jusqu'à concurrence de son émolument.

Il restera à déterminer l'emploi des sommes ainsi attribuées à l'Etat. D'une façon générale, elles devront recevoir une affectation d'utilité sociale. Cette règle sera la conséquence pratique du principe admis comme fondement du droit successoral de l'Etat. Les avantages conférés à l'Etat à la mort des individus sont la contre-partie des obligations qu'il assume envers les individus vivants en se substituant à la famille dont le cercle s'est rétréci et dont les devoirs de solidarité ne sont plus aussi étendus qu'autrefois. Or, ces avantages seraient sans cause juridique, si l'Etat n'employait pas réellement à des œuvres d'utilité sociale les sommes recueillies par lui à titre d'héritier. Actuellement, il peut faire entrer dans son Trésor public les sommes provenant des successions en déshérence parce qu'il les acquiert à titre de souveraineté (1). Désormais, il ne pourrait verser à ce

(1) Un projet de M. Roussel attribuait les successions en déshérence à une caisse spéciale instituée au profit des enfants abandonnés (*Journal officiel*, Documents parlementaires, Chambre, 1884, Annexes, p. 678, 861, et 1873.

trésor que les sommes perçues par voie d'impôt en raison de sa souveraineté fiscale ; mais les valeurs acquises en vertu de son droit de successibilité devaient, pour les motifs plus haut indiqués, être directement affectées à des établissements d'utilité collective.

Vu :

Le Président de la thèse,
J. HÉMARD.

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — Le droit de déshérence dans l'histoire jusqu'au Code civil	7
SECTION I. — Droit romain.	8
SECTION II. — Ancien droit	13
SECTION III. — Droit révolutionnaire	22
SECTION IV. — Code civil	23
CHAPITRE II. — La nature du droit de déshérence dans le Code civil et en droit allemand et suisse.	25
SECTION I. — Le droit positif français	28
SECTION II. — Le droit allemand.	42
SECTION III. — Le droit suisse	45
CHAPITRE III. — Conditions d'ouverture et d'exer- cice du droit de l'Etat.	53
SECTION I. — Conditions d'ouverture.	53
SECTION II. — Conditions d'exercice	73
CHAPITRE IV. — Les effets du droit de déshérence .	83
SECTION I. — Droits de l'Etat	84
SECTION II. — Obligations de l'Etat.	110
CONCLUSIONS.	115

